



DÉFIER LE VIDE

Prévisions à l'exportation
Printemps 2015

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

SERVICES ÉCONOMIQUES D'EDC

Peter Hall, vice-président et économiste en chef
Tina Drew, administratrice



Centre d'information économique et politique

Stuart Bergman

Marc Antonius
Daniel Benatuil
John Bitzan
Catherine Couture
Nadia Frazzoni
Andrea Gardella

Todd MacDonald
Ross Prusakowski
Aimee Rae
Richard Schuster
Geoff Stone
Ian Tobman
Peter Whelan

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières		
1.0 Sommaire	1.0 Sommaire	5
2.0 Aperçus des risques pays		
3.0 Prévisions sectorielles		
4.0 Prévisions provinciales		
	1.1 Défier le vide	6
	1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe	9
	1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers	10
	1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi	11
	1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités	12
	2.0 Aperçus des risques pays	14
	2.1 Brésil	15
	2.2 Chine	16
	2.3 France	17
	2.4 Allemagne	18
	2.5 Inde	19
	2.6 Japon	20
	2.7 Mexique	21
	2.8 Russie	22
	2.9 Afrique du Sud	23
	2.10 Royaume-Uni	24
	2.11 États-Unis	25
	3.0 Prévisions sectorielles	27
	3.1 Énergie	28
	3.2 Minerais et métaux	29
	3.3 Produits agroalimentaires	30
	3.4 Engrais	31
	3.5 Produits forestiers	32
	3.6 Produits de l'automobile	33
	3.7 Machinerie et équipement industriels	34
	3.8 Technologies de pointe	35
	3.9 Aéronautique	36
	3.10 Produits chimiques et plastiques	37
	3.11 Biens de consommation	38
	3.12 Services	39

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières		
1.0 Sommaire		
2.0 Aperçus des risques pays		
3.0 Prévisions sectorielles		
4.0 Prévisions provinciales	4.0 Prévisions provinciales	41
	4.1 Terre-Neuve-et-Labrador	42
	4.2 Île-du-Prince-Édouard	43
	4.3 Nouvelle-Écosse	44
	4.4 Nouveau-Brunswick	45
	4.5 Québec	46
	4.6 Ontario	47
	4.7 Manitoba	48
	4.8 Saskatchewan	49
	4.9 Alberta	50
	4.10 Colombie-Britannique	51

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Défier le vide

- 1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe
- 1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers
- 1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi
- 1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales



Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Défier le vide

1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe

1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.1 Défier le vide

L'auditoire retient son souffle. Dans les hauteurs du chapiteau, un funambule défie le vide. Il vacille, mais les spectateurs ont maintes fois assisté à la scène. Ils détournent le regard tant est grand le risque d'une horrible chute. Pourtant, l'équilibriste retrouve pied et poursuit sa marche. Cette fois-ci, il semble bien que le maître funambule réussira sa traversée en solitaire, et la foule attentive est prête à y croire. Alors, le numéro d'équilibriste de l'économie mondiale connaîtra-t-il un dénouement heureux?

Depuis un certain temps, les revers se sont multipliés. Le dernier en date, un nouvel épisode de stagnation, a soulevé les inquiétudes. La croissance mondiale ne parvient pas à atteindre sa vitesse de croisière, notamment ralentie par une Europe frôlant une récession à « triple creux », le traumatisme causé par une nouvelle taxe au Japon et les avatars de la demande sur les grands marchés émergents. Or, pour gérer et même résoudre les faiblesses structurelles révélées et amplifiées par la crise de 2008-2009, le dynamisme économique devra être soutenu. Jusque-là tout va bien : nous avons traversé d'infranchissables abîmes budgétaires, survécu à l'hécatombe des marchés financiers ainsi qu'à des vagues d'agitation politiques, aux expérimentations des gouvernements et à une myriade d'autres aléas mineurs mais très perturbateurs. Un mouvement constant, voilà sur quoi peut compter le commerce mondial pour accomplir ce numéro de haute voltige et progresser sur des assises plus solides.

Le Canada a semblé plus stable que la plupart des autres pays, mais notre économie montre dernièrement des signes évidents de fatigue. La dette des ménages s'envole. Les marchés du logement sont saturés. Les gouvernements provinciaux pratiqueront l'austérité pendant encore des années. De plus, la dégringolade des cours pétroliers a des effets dévastateurs sur le secteur des ressources – jusqu'à tout récemment un pilier de l'économie. L'investissement intérieur a donc marqué le pas. De grands acteurs de l'industrie du détail lèvent le camp tandis que d'autres jouent la carte de la consolidation. Du jour au lendemain, notre funambule paraît en difficulté. Réussira-t-il ce tour de force?

Par chance, nous avons affaire à un funambule d'exception. Son départ a été difficile puisqu'il était le plus fragile du groupe. Il avance désormais avec assurance et file sur la corde raide. Il n'est nul autre que le premier client du Canada. L'économie américaine a le vent dans les voiles et sa vitalité est contagieuse. Cet élan peut-il porter les États-Unis et le reste du monde vers des cieux plus cléments ou risque-t-il d'empirer les choses? Pour l'économie américaine, la présence d'un ingrédient essentiel – la demande comprimée – sera décisive.

Cette demande s'exprime sans doute avec le plus d'éclat dans le logement aux États-Unis. Malgré une croissance spectaculaire, ce secteur peine toujours à combler les besoins démographiques fondamentaux de l'économie. Il y a quelques années, ce niveau d'activité a permis de résorber les énormes excédents du marché de la construction. Le contexte a bien changé depuis, si bien que le marché actuel accuse un net retard. En fait, ce marché pourrait croître sans problème de 40 % l'an prochain et l'année suivante, et même là, cet essor suffirait tout juste à répondre aux exigences actuelles du marché. La croissance devra s'intensifier pour éponger efficacement ce déficit.

Ce virage est d'autant plus inspirant que cette industrie constitue l'un des principaux indicateurs avancés de l'activité économique. Ses fluctuations sont décelables dans la performance économique des mois qui suivent. Ainsi, si ce secteur bondit d'au moins 10 %, cette croissance devrait sans doute à court terme se manifester ailleurs – et d'abord dans les dépenses de consommation. En effet, les consommateurs doivent se procurer de multiples articles pour meubler et décorer leurs nouvelles maisons. Cette demande génère des emplois et des revenus et, ce faisant, entraîne dans son sillage une hausse des dépenses de consommation. D'ailleurs, si l'on se fie à l'âge du parc automobile américain, les véhicules figureront parmi leurs principaux achats à court terme.

Remettre les consommateurs américains sur pied n'a pas été une mince affaire. Ces derniers contribuent à près de 70 % du dynamisme de la première économie mondiale. Leur absence depuis sept ans a été ressentie dans l'économie en général, et leur retour se répercute non seulement sur l'économie américaine, mais aussi le monde entier. Après tout, l'activité du consommateur américain représente 13 cents de chaque dollar en circulation sur le globe. Toutes les économies profitent donc de cette relance.

Est-ce la fin de cet épisode économique? Loin s'en faut. L'enthousiasme est encore plus vif du côté de l'investissement commercial. Après une longue hibernation, voilà que les entreprises américaines composent avec une crise d'un autre genre. L'intensification de l'activité a épuisé si rapidement les ressources actuelles qu'il se dessine une pénurie généralisée de la capacité industrielle. La croissance des dépenses d'investissement se situe dans les deux chiffres et, à en juger par le rythme des commandes, il faudra bientôt se doter d'une nouvelle capacité. À vrai dire, il pourrait y avoir un resserrement des capacités nécessaires pour générer une nouvelle capacité, ce qui poserait le risque d'une inexécution des commandes. Au vu de tous ces éléments, nous tablons sur une croissance du PIB américain de 3,6 % cette année et de 3,3 % en 2016. Le faible niveau de la capacité assombrit-il nos prévisions?

Ironiquement, nous pensons la reprise menacée par une demande défaillante, mais c'est désormais une offre déficiente qui risque de mettre en péril la croissance mondiale. Ce risque est-il réel? En fait, ce déficit de l'offre constitue sans doute une garantie du maintien de la croissance. La crise mondiale a suscité un dangereux regain de protectionnisme en Amérique (la clause Acheter américain), en France (le mouvement La France d'abord) et ailleurs. Hélas, les grands bénéficiaires de la mondialisation ont été les premiers à joindre la mouvance protectionniste. Le « rapatriement des activités » est devenu l'expression à la mode. Qu'en a-t-il résulté? Tout d'abord, la croissance américaine a été plutôt confinée, si l'on fait abstraction des proches voisins des

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Défier le vide

1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe

1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

États-Unis. Pourtant, la perspective d'une limite de capacités pourrait changer la donne. Si elles acceptent toutes les commandes, les entreprises devront sans doute dénicher la capacité leur faisant défaut à l'étranger, et de cette façon, elles propageront enfin les retombées du dynamisme américain. L'appréciation rapide du billet vert, soit de plus de 12 % après pondération en fonction des échanges depuis la mi-2014, constituera un incitatif supplémentaire. Les chiffres accréditent-ils cette hypothèse?

Il est trop tôt pour le dire, mais à ce jour les résultats sont encourageants. La zone euro n'est plus exposée à une récession à triple creux, et les données récentes relatives aux attentes et à l'activité réelle sont très positives. Il faudra d'autres signes avant de conclure que l'Europe suit une nouvelle trajectoire de plus forte croissance, mais comme bien d'autres analystes, nous nous attendons à une accélération de la croissance de l'ordre de 1,6 % d'ici 2016.

L'Europe est bel et bien en marche. En Chine, la morosité domine toujours. La mollesse de la demande intérieure, conjuguée aux excès de l'industrie de la construction induits par les politiques et à la fragilité des marchés financiers, est le trait dominant. En conséquence, nombre de prévisionnistes émérites fixent la croissance chinoise à un peu moins de 7 %. Ce taux est juste à condition qu'il ne survienne aucun changement important de la croissance extérieure. Cependant, vu l'abîme commercial qui s'est ouvert en Chine en 2009 et la panne de la croissance touchant depuis la zone de l'OCDE, le retour du dynamisme sur les marchés développés – en premier lieu aux États-Unis – annonce un sursaut des exportations chinoises dans un proche avenir. Si nos prévisions pour le marché américain et la zone euro se réalisent, la croissance des exportations chinoises devrait atteindre de nouveau les deux chiffres, soit un taux suffisant pour redonner au commerce son statut de moteur économique.

Le plongeon des cours pétroliers n'est pas un facteur anodin de dégradation des perspectives. L'investissement dans le secteur énergétique représentait jadis un foyer de croissance dans un monde empreint de morosité. La conjoncture évoluant, de graves questions se posent au sujet des effets nets – qui font l'objet d'une analyse approfondie dans cette livraison des Prévisions. Tout bien considéré, les effets positifs sur les économies étant des consommateurs nets de pétrole annuleront les incidences négatives sur les grands producteurs pétroliers, ce qui stimulera la croissance mondiale. Le repli des cours est en soi lié au retour de la croissance et au retrait des mesures extraordinaires de relance monétaire après la crise. Les cours d'une foule de produits de base étaient maintenus artificiellement élevés et tendent maintenant vers plus de stabilité. Les turbulences persisteront jusqu'à ce que cet état de stabilité soit atteint.

La croissance mondiale profitera de la robuste performance de l'économie américaine et de ses retombées sur le reste du monde. Nous prévoyons que la croissance se campera à 3,5 % en 2015 et augmentera encore de 3,9 % en 2016. La fin de la traversée de haute voltige est en vue.

La glissade des cours des matières premières a freiné la croissance du PIB cette année, et ses répercussions sur le secteur de l'énergie ont été notables. Toutefois, ce recul a aussi entraîné le repli du dollar canadien. Le secteur manufacturier hors énergie, qui récolte déjà les fruits du raffermissement de la demande et du resserrement de la capacité aux États-Unis, est de surcroît dynamisé par un huard faiblard renforçant notre compétitivité au niveau des prix. Cette situation a provoqué des bouleversements sur de multiples fronts. En tant que générateur de croissance, le marché intérieur cède sa place à la demande extérieure, et même au chapitre des exportations, un changement radical se produit : l'industrie manufacturière non axée sur les ressources et le secteur des services alimentent dorénavant la croissance plutôt que le secteur des ressources. D'après nous, les cours pétroliers oscilleront autour d'un peu plus de 60 dollars américains le baril cette année. Ainsi, l'effet net de la croissance du PIB devrait s'établir à environ 0,3 %. En pareil contexte, l'essor de l'économie canadienne devrait se fixer en moyenne à 2,4 % cette année et en 2016.

Les exportations canadiennes ont offert une belle performance en 2014. Les exportations de marchandises ont gagné 10,9 %, soutenues par des cours favorables. Plus de la moitié des gains sont attribuables à l'ampleur des volumes. Le secteur des exportations fera montre d'un robuste dynamisme en 2015 et, selon les changements s'opérant dans l'économie, les perspectives pour le commerce en général sont positives. Le besoin criant de capacité aux États-Unis portera la croissance des exportations de matériel non minier dans les deux chiffres. L'industrie automobile connaîtra une performance semblable, surtout en raison de la faiblesse du dollar canadien. Quant à l'aéronautique, elle tablera sur la bonne tenue des exportations d'autres aéronefs et de pièces, de même que sur la nette faiblesse du dollar canadien. Les exportateurs d'autres aéronefs et de pièces feront aussi belle figure. Quant aux biens de consommation, ils devraient aussi signer une solide performance, les consommateurs américains se remettant à dépenser.

Les exportations énergétiques sont la principale ombre au tableau. Le volume des expéditions devrait tout de même avancer à un rythme modéré, mais les cours abaisseront les ventes totales de 23,3 %. Une reprise partielle est prévue en 2016, résultant des gains en volume et d'un redressement partiel des cours.

Conclusion? L'économie mondiale a fait preuve d'une grande agilité et réalisé sa plus longue traversée de haute voltige de récente mémoire, défiant la mort et avançant malgré la présence d'à peine quelques filets de sécurité, la plupart étant depuis longtemps disparus. Notre funambule doit sans doute lutter contre la fatigue, mais il puise du courage dans ses réussites et les obstacles qu'il a vaincus. Toujours vulnérable aux perturbations, il voit sa confiance augmenter à mesure qu'il s'approche de la plateforme d'arrivée. Quel est notre prochain défi? Nous assurer d'être en phase avec cet élan de la croissance et d'en tirer le maximum.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Défier le vide

1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe

1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Tableau 1 : Principales estimations économiques

PRINCIPAUX MARCHÉS	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
PIB (% a/a)					
Canada	1,7	2,0	2,4	2,4	2,4
États-Unis	2,3	2,2	2,4	3,6	3,3
Zone euro	-0,7	-0,5	0,8	1,4	1,6
Japon	1,5	1,6	0,1	1,1	1,2
Marchés développés	1,2	1,3	1,8	2,5	2,5
Asie émergente	6,7	6,6	6,5	6,8	6,9
Amérique latine et Antilles	2,9	2,8	1,2	1,2	2,4
Europe émergente	7,4	4,7	2,7	-1,3	0,8
Afrique et Moyen-Orient	5,0	3,1	3,3	4,1	4,8
Marchés émergents	5,1	4,7	4,4	4,3	4,9
Total mondial	3,4	3,3	3,3	3,5	3,9
Devises					
USD/CAD	1,00	0,97	0,91	0,82	0,84
Cours des produits de base					
WTI	94 \$	98 \$	93 \$	61 \$	71 \$
Bois d'œuvre (épinette-pin-sapin de l'Ouest, en milliers de pieds-planche)	255 \$	318 \$	349 \$	383 \$	400 \$
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	7 947 \$	7 322 \$	6 862 \$	5 806 \$	5 995 \$
Blé : Canada (USD/tonne métrique)	7 \$	7 \$	6 \$	5 \$	6 \$
Autres					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers d'unités)	780,60	924,90	1 005,80	1 350,00	1 550,00

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part des exportations (en %) 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	375,9	76,5	12,2	-1	9
Europe occidentale	39,2	8,0	15,5	2	6
Japon, Océanie et Asie développée	23,4	4,8	2,9	1	-2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	13,3	2,7	7,3	4	5
Europe émergente et Asie centrale	3,5	0,7	-5,3	-6	3
Afrique et Moyen-Orient	8,4	1,7	17,8	7	7
Asie émergente	27,8	5,7	-2,1	4	5
Total des exportations de biens	491,6	100,0	10,9	0	8
Total – Marchés émergents	53,1	10,8	2,7	4	5
Total – Marchés développés	438,5	89,2	11,9	-1	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Défier le vide

1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe

1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe

Parmi les qualificatifs décrivant l'Europe ces jours-ci, les expressions synonymes « de tournant au ralenti » trônent au sommet de la liste. Devant la pléthore des lourdes contraintes structurelles pesant sur le vieux continent, les observateurs du marché européen se demandent si la croissance est vraiment au rendez-vous et si sa proche incursion en territoire récessionniste l'a vraiment clouée au tapis. La conjoncture difficile a mis à rude épreuve une économie réputée pour ses divisions inconciliables. Certains doutaient ouvertement de la capacité de cette mégaeconomie de résister à une première récession. À ce jour, elle a su traverser une très grave récession – même si elle ne peut encore crier victoire. La zone euro saura-t-elle surmonter sa multitude de défis structurels? Ce marché unique, tel qu'on le connaît, est-il toujours en péril?

Les pierres d'achoppement sont nombreuses. La croissance elle-même en constituerait une de taille. En effet, dans ses projections économiques, l'OCDE escompte une timide croissance annuelle potentielle de 1 % pour l'Europe, contre plus de 2 % pour les États-Unis. La bataille pour s'approprier une part de ce marché florissant quoique tournant au ralenti devrait faire du commerce intra-régional un sujet bien d'actualité. La faiblesse générale de la croissance démographique est le principal élément accréditant de sombres projections d'évolution de la demande – d'où la décision des gouvernements de continuer de faire du dossier de l'immigration une priorité. Or, la croissance en berne et les taux de croissance des sous-populations ont au fil du temps créé des clivages fondés sur la race – une problématique qui s'invite parfois à l'ordre du jour dans les plus hautes sphères de la politique. Si on se fonde sur les tendances démographiques actuelles, l'antagonisme entre les diverses populations au sein d'un même pays ou d'une même région devrait s'exacerber et, de ce fait, accroître le risque d'instabilité.

L'état des finances publiques dans la zone euro représente un autre écueil. Tous les pays de la zone n'ont pas été en mesure de respecter les règles énoncées dans le traité de Maastricht, mais certains pays ont été plus mauvais élèves que d'autres. La rigueur avec laquelle sont appliquées ces règles est fondamentale pour assurer la cohésion. Par ailleurs, leur observation laxiste ou défaillante a été mise au jour dans la foulée de la vague d'extraordinaires programmes de relance déployés après la crise. Étonnamment, l'austérité inouïe – imposée dans certains cas – a été acceptée, et bien qu'elle ait suscité de véhémentes réactions, elle n'a pas déchiré le tissu politique de la zone. Pourtant, ce tissu est devenu dangereusement mince. Paradoxalement, alors même que l'austérité commence à porter ses fruits – les pires élèves de l'Europe sur le plan budgétaire équilibrant leur budget ou étant en voie de le faire –, le mouvement de protestation contre l'austérité s'intensifie et ses partisans accèdent même au pouvoir, comme l'illustrent les récentes élections en Grèce. Dans nombre de pays de la zone, les ratios de la dette atteignent encore des sommets inimaginables. Les manifestations de mécontentement suscitées par la situation budgétaire ne sont donc pas encore terminées.

D'autres aléas s'ajoutent à la liste. La crise provoquée par le quasi-effondrement du système financier européen, en raison des difficultés budgétaires, est aggravée par une croissance léthargique. Le resserrement de la réglementation et le désir d'atteindre les objectifs fixés ont freiné l'activité de prêt. La présence de faiblesses structurelles latentes semble annoncer que cet état d'esprit persistera pendant un bon moment. Pour y remédier, on a conçu d'ingénieuses mesures de relance monétaires et acheté des catégories désignées d'actifs dans l'espoir d'accroître l'activité de prêt à l'échelle intrarégionale. Devant l'insuffisance de ces moyens, on s'est finalement résolu à prendre « toutes les mesures possibles » et à opter pour une politique d'assouplissement monétaire – une action jugée acceptable par certains, mais condamnée par l'Allemagne allergique à toute poussée de l'inflation. Au début, la mise en œuvre du programme a été tolérée, mais la perspective d'une montée des prix a provoqué des réactions d'inquiétude.

À ce tableau s'ajoutent des préoccupations géopolitiques. Comme si les tensions intérieures s'exerçant sur la zone euro n'étaient pas suffisantes, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a surgi pratiquement de nulle part, et il est venu perturber l'accès aux sources d'énergie. De fait, la Russie fournit environ la moitié du pétrole et le tiers du gaz naturel consommés par l'Europe. Ce conflit a donc créé à court terme des difficultés d'approvisionnement en Europe lors du dernier hiver, en plus de porter atteinte à de solides relations bilatérales sur les plans financier et économique. À ce stade-ci, il est impossible de dire à quel moment se dénouera la crise. Les tensions intérieures en Europe entourant de nouvelles repréailles, sanctions ou solutions devraient donc, comme les autres sources de tension, sans doute persister.

Ces risques et d'autres risques pesant sur l'Europe menacent en permanence l'éclaircie économique. La reprise américaine, les signes évidents d'une demande comprimée en Europe sur de multiples fronts, les chiffres impressionnants récemment publiés, la progression rapide de l'indicateur composite avancé ainsi que le consensus acceptable à l'égard des prévisions d'un dynamisme respectable sont autant d'éléments confortant des perspectives plus favorables à court terme que celles se fondant sur les risques. Pour le moment, la croissance semble remporter une modeste victoire. Pourtant, l'imposante présence de nombreux risques vient nous rappeler le caractère dramatique de toute interruption possible de la croissance.

Conclusion? Sachons-le : malgré le nouvel élan de la croissance, l'Europe devra braver la tourmente économique et politique au cours des prochaines années. Se sortira-t-elle d'affaire? La plupart des difficultés actuelles n'ont rien de nouveau. À vrai dire, le fait même que l'Europe est toujours debout est pour le moins miraculeux. Si la croissance dépasse les attentes – et il y a fort à parier que ce sera le cas –, le vieux continent pourrait bien parvenir à défier le vide.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Défier le vide
- 1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe
- 1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers**
- 1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi
- 1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

Le plongeon des cours du pétrole brut a profondément transformé le profil de la croissance économique. Le Canada ne le sait que trop bien : le dynamisme du secteur pétrolier et des filières connexes est vraisemblablement en chute libre tandis que les industries hors énergie devraient connaître une nette intensification de leur activité. Les effets de cette évolution se font ressentir partout dans le monde à l'échelle macroéconomique. Les pays exportateurs de produits pétroliers comptent leurs pertes. À l'inverse, les importateurs nets s'attendent déjà à récolter de substantiels dividendes. Une remontée imminente des prix étant improbable, on est en droit de se poser deux questions essentielles : Comment le plongeon des cours change-t-il la trajectoire de la croissance mondiale? Quelle sera la performance du Canada?

Commençons par la mauvaise nouvelle. Les nations exportatrices nettes de pétrole, dont le Canada, subissent d'énormes pertes en liquidités. Ainsi, l'Arabie saoudite, premier exportateur net de pétrole de la planète, exporte 8,4 millions de barils par jour. Lorsque le cours mondial s'établit à 60 dollars le baril, le royaume encaisse des pertes annuelles d'environ 100 milliards de dollars. La Russie vient au deuxième rang, avec un préjudice net de 87 milliards de dollars alors que les pertes des autres pays du Moyen-Orient s'élèvent à 100 milliards de dollars. Pour leur part, le Nigéria et le Venezuela figurent parmi les pays les plus durement touchés. Le Canada est aussi considérablement éprouvé, mais il parvient à limiter les dommages grâce à la diversification de ses industries. Si cela peut nous rassurer, nous sommes absents du classement des dix grands perdants de cette conjoncture énergétique.

En passant en revue la longue liste des pays exportateurs nets, un constat s'impose : les exportations non pétrolières du Canada vers ces destinations (à l'exception de la Russie) représentent 1,8 % des exportations totales canadiennes. Dans le cas de la Russie, les exportations sont déjà pénalisées par les sanctions et, ce faisant, elles limitent l'impact direct du choc pétrolier sur le commerce extérieur. De manière générale, cette nouvelle n'est pas vraiment réjouissante puisque les exportateurs ayant prospéré sur les marchés riches en pétrole pâtiront. Toutefois, les dommages pour l'économie canadienne seront somme toute limités. En frais de mauvaise nouvelle, on a vu pire.

L'effondrement des cours fait-il des gagnants? Oui, car les pays importateurs nets économisent des sommes colossales. Lorsque le cours moyen du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) se situe à 60 dollars le baril, les États-Unis – le premier importateur net mondial en 2013 (selon les dernières données annuelles disponibles) – réalisent des économies annuelles de plus de 100 milliards de dollars, qui se bonifient de 50 milliards quand le cours moyen se fixe à 45 dollars. Ces économies profitent aux consommateurs sous la forme d'une baisse des prix de l'essence et, si elles étaient totalement répercutées aux consommateurs, elles se traduiraient par une augmentation directe d'environ 0,8 % de la consommation sur le marché américain – soit un formidable élan imprimé sur un an. Il y a fort à parier que les États-Unis, premier client du Canada, en ressentent déjà les effets sous la forme d'une hausse des importations canadiennes. La faiblesse du huard, dont la valeur a chuté d'environ 20 % en un an, a aussi une incidence favorable. À vrai dire, selon des estimations prudentes, le repli des cours pétroliers contribuerait à une hausse de 0,3 à 0,6 % de la croissance totale du PIB. Il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle pour la première économie du globe – où s'installe déjà une reprise respectable – et les exportateurs canadiens.

Certains des principaux partenaires commerciaux du Canada se hissent en tête du classement des dix grands importateurs nets de pétrole : le Japon – entièrement tributaire de l'approvisionnement extérieur – occupe le premier rang, suivi des États-Unis. Le pays du Soleil-Levant devrait engranger cette année des économies de l'ordre de 50 milliards de dollars si le cours de l'or noir se campe à 60 dollars le baril. Ces économies atteignent un peu moins de 30 milliards pour la Corée du Sud et l'Allemagne, et 20 milliards pour la France. Ce pactole finira assurément par gagner le reste de l'économie, où il aura des retombées positives considérables. Cette manne ne pourrait arriver à un meilleur moment pour l'Europe et devrait accroître les ventes à l'exportation du Canada vers le vieux continent.

Pour une grande partie des marchés émergents, les économies générées par les cours pétroliers en baisse sont substantielles. Ainsi, la Chine doit chaque jour importer du reste du monde 6,6 millions de barils de pétrole brut. Comme la chute des cours dépasse les 30 dollars cette année, la Chine devrait économiser l'impressionnante somme de 77 milliards de dollars. En Inde, deuxième pays de la liste des marchés en développement, les importations atteignent 2,8 millions de barils par jour, et les économies annuelles se chiffrent à 33 milliards de dollars. Les économies dégagées dans les pays non producteurs de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale ne sont pas négligeables. Par ailleurs, le Brésil, pays producteur, est toujours tributaire de l'approvisionnement extérieur pour répondre aux besoins de son marché. La liste des nations émergentes devant s'approvisionner sur d'autres marchés est encore bien longue.

Les retombées du tassement des cours varient en fonction des structures internes du marché. En effet, les nations émergentes sont nombreuses à subventionner les prix de l'essence dans leur région afin de prémunir leurs citoyens – surtout les plus pauvres – des fluctuations des cours mondiaux. Or, dans bien des cas, la transmission des économies aux consommateurs ne suivra pas un chemin aussi direct dans les nations de l'OCDE. Toutefois, fait intéressant, plusieurs gouvernements tirent parti des cours pétroliers moins élevés pour réduire et même supprimer les subventions aux carburants. D'une façon ou d'une autre, les économies émergentes en récolteront les bénéfices qui se manifesteront par une augmentation du pouvoir d'achat ou encore par une souplesse budgétaire accrue pour les gouvernements, et par le fait même, un profil de risques amélioré – lequel aiguïsera leur intérêt pour les biens et les services à l'étranger.

Conclusion? Des temps difficiles attendent les exportateurs canadiens de service et d'équipement du secteur énergétique, car les pays exportateurs de pétrole et de gaz naturel devront composer avec un resserrement marqué de leurs liquidités. Au Canada, ce contexte a déjà poussé dans le rouge la balance commerciale et les statistiques budgétaires. Pourtant, les exportateurs des secteurs hors énergie devraient profiter d'une vive impulsion. En effet, on devrait assister à un raffermissement de la demande d'un vaste éventail de produits canadiens provenant de marchés avancés importateurs nets de pétrole et dans les pays où des cours de l'or noir moins élevés se répercutent directement sur le prix de l'essence. Les perspectives seront contrastées pour les importateurs de pétrole sur les marchés émergents, mais les exportations vers ces destinations devraient cette année connaître un regain de dynamisme qui sera quelque peu modéré par le repli de la demande chez les grands exportateurs de pétrole. Tout bien pesé, il est juste de dire que la glissade des cours pétroliers constitue un coup de pouce très opportun des marchés privés à l'économie mondiale.

Tableau 3 :

CLASSEMENT MONDIAL DES IMPORTATEURS ET DES EXPORTATEURS DE PÉTROLE (en millions de barils par jour, 2013)

Importateurs nets	Montant
États-Unis	8,8
Chine	6,6
Japon	4,6
Inde	2,8
Corée du Sud	2,5
Allemagne	2,4
Exportateurs nets	Montant
Arabie saoudite	8,4
Russie	7,5
Iraq	3,1
EAU	2,9
Koweït	2,6
Nigéria	2,3
Venezuela	1,8

Sources : Statistical Review of World Energy de BP, EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Défier le vide
- 1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe
- 1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

- 1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

Le 23 mars dernier, ceux qui ont vécu le difficile retour de la semaine de relâche ont eu de quoi se réjouir : le renminbi (RMB) a fait son entrée au Canada avec l'inauguration du seul centre de change du RMB dans les Amériques – qui marque un pas de plus vers la longue marche de l'internationalisation de la monnaie chinoise. Ce centre a commencé ses activités à Hong Kong il y a un plus de dix ans et, après longue pause, il s'est installé en Asie du Sud-Est en 2013, puis en Europe en 2014. Dans chacune de ces régions, l'arrivée du RMB était attendue avec impatience et saluée par plusieurs. Au Canada, il ne fait pas de doute qu'il a aussi été accueilli en fanfare. Il reste toutefois à confirmer si les exportateurs canadiens et les investisseurs étrangers feront appel à ce nouveau centre pour prospérer. Le devraient-ils?

Tout semble l'annoncer. L'ascension du RMB a été fulgurante et, le moins que l'on puisse dire, c'est que nous assistons à un moment historique. En cinq ans, cette monnaie pratiquement inconnue à l'extérieur des frontières de la République populaire de Chine est devenue, l'automne dernier, la cinquième devise de paiement la plus utilisée dans le monde. Il y a fort à parier que le RMB damera le pion au yen japonais et qu'il se rapproche rapidement de la livre sterling.

À titre de comparaison, l'euro et le yen sont les seules grandes devises internationales à s'être mondialisées au cours des 50 dernières années, mais ni l'une ni l'autre ne nous renseignent sur les perspectives du RMB. Dans le cas de l'internationalisation de l'euro, les monnaies qui ont fusionné étaient déjà des devises fortes. Quant au yen, son internationalisation s'est produite dans des conditions très différentes. En effet, les aspirations mondiales de Tokyo vis-à-vis du yen – et l'intérêt du reste du monde pour cette devise – ont été évaluées dès le début.

Par contre, Beijing a clairement affiché son intention de faire du RMB l'une des monnaies de réserves mondiales. La Chine a accédé au statut de superpuissance économique et tissé de solides relations commerciales aux quatre coins du globe. La plupart des gens ne s'étonneront pas du fait que la Chine est le principal partenaire commercial de l'Asie. Ce qui est moins connu, toutefois, c'est que la Chine a supplanté l'Europe comme premier partenaire commercial de l'Afrique et qu'elle s'approprie dès 2016 à ravir à l'Europe son titre de deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine. En ce qui nous concerne, la Chine est de loin le deuxième partenaire commercial du Canada. En d'autres termes, la structure de la demande pour l'internationalisation du RMB est de portée mondiale, bien supérieure à celle du yen, et est en constante progression ici, au Canada.

En tenant compte de ces réalités, les entreprises canadiennes auraient tout intérêt à prendre acte de l'arrivée du RMB et à étudier les moyens de tirer parti des occasions qu'il leur offre tout en prenant des mesures appropriées pour atténuer les risques. De quels risques s'agit-il? Manifestement, l'établissement de centres du RMB en Asie et en Europe incite nos concurrents en Australie, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Corée du Sud, entre autres, à recourir à des solutions commerciales libellées en RMB. Si les compagnies canadiennes sont réticentes à suivre cette voie, elles pourraient éprouver des difficultés à augmenter ou à maintenir leurs parts de marché en Chine à court et à moyen termes.

Les débouchés promettent d'être aussi au rendez-vous. En adoptant le RMB comme devise de paiement, les acteurs canadiens du commerce international accéderont à l'énorme clientèle chinoise et, dans la foulée, amélioreront leur bénéfice net. C'est que la grande majorité des entreprises chinoises présentes sur les marchés mondiaux sont des PME, et la plupart d'entre elles n'ont pas de liquidités en devise américaine. Pour se procurer des dollars, elles doivent faire appel à des agents de change qui exigent des frais et imposent des plafonds de conversion. Ce genre de système est une source de congestion et génère des frais – et aussi beaucoup de frustration. Or, le fait d'effectuer des paiements en RMB rendrait ce processus donc plus convivial et moins coûteux pour toutes les parties – à l'exception, bien sûr, des agents de change.

Enfin, le choix du moment est aussi primordial, surtout pour nos exportateurs. Le RMB devrait continuer de se déprécier par rapport dollar américain en 2015. Les importateurs chinois seront donc plus que jamais réceptifs à la conclusion de contrats libellés en RMB.

Conclusion? La longue marche vers l'internationalisation du RMB nous oblige à revoir les règles d'engagement et, ce faisant, elle participe à la création de nouveaux risques et de nouveaux débouchés pour les acteurs mondiaux du commerce extérieur. Le sentiment de célébration de leur nouveau centre de change s'estompant, les Canadiens doivent maintenant se retrousser les manches et en tirer le maximum.

Table des matières

1.0 Sommaire

- 1.1 Défier le vide
- 1.2 Le numéro d'équilibriste de l'Europe
- 1.3 Les effets contrastés de l'effondrement des cours pétroliers
- 1.4 Les Amériques ont désormais leur centre du renminbi

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

1.5 Nager sans shorts dans un monde inondé de liquidités

Il y a six ans, le monde – alors sur le point de glisser dans l'abîme économique le plus profond depuis la Grande Crise – a été sauvé par une vague d'une puissance inédite de mesures coordonnées de relance publiques. Entre autres choses, les banques centrales de la planète ont ouvert les vannes et laissé déferler un flot de liquidités qui a permis à une économie mondiale aux abois de gagner des rivages plus hospitaliers. L'un des effets inopinés de l'assouplissement quantitatif (AQ) fut le changement de destination des investissements en liquidités, soit des actifs sûrs vers des actifs plus risqués.

L'inlassable quête d'un rendement supérieur a contribué à faire monter le prix des créances souveraines et commerciales sur les marchés émergents. Les prévisionnistes du marché des devises ont été forcés de renoncer aux modèles traditionnels ou, à tout le moins, d'en élargir considérablement les composantes « spéculatives » afin de tenir compte du regain des opérations de portage. Les marchés des actions partout sur le globe ont alors amorcé leur ascension vers de nouvelles cimes. L'envolée de 123 % des cours du cuivre en 2009, dans un contexte de stagnation complète de l'économie mondiale, a poussé certains à demander que l'on confisque au métal rouge le doctorat honorifique en économie qui lui avait été conféré en raison de sa capacité à prédire les cycles de la croissance mondiale.

Mais si, comme le veut l'adage, la marée montante élève tous les bateaux, alors (comme Warrant Buffet se plaît à nous le rappeler) il faudra attendre que la marée redescende pour découvrir qui nage sans shorts. L'éventualité d'une réduction nette de l'ensemble des liquidités mondiales serait synonyme d'une diminution des fonds disponibles pour l'ensemble des acteurs du marché. Cette baisse entraînerait à un certain moment des turbulences sur le marché, et il y aurait assurément des gagnants et des perdants – dont certains pourraient souffrir plus que d'autres.

Dans les économies émergentes, les entrées de capitaux ont chuté de près de 20 % l'an dernier – et 2015 s'annonce une autre année mouvementée. Certaines ont tiré parti de l'afflux des liquidités pour renforcer leur compétitivité, assouplir leur marché du travail et améliorer l'efficacité de leurs institutions publiques. Cette divergence de position a été mise en évidence par les effets de la réaction au retrait de la politique d'assouplissement. Ainsi, pour les marchés émergents, la véritable évolution sera le retour de la différenciation des risques au sein même de la catégorie des marchés émergents.

Bien qu'il s'agisse là d'un processus habituel auquel les marchés doivent se prêter à quelques années d'intervalle, la réelle inquiétude provient plutôt de l'absurdité poussée à l'extrême d'une absence de différenciation des risques. L'AQ n'a pas simplement incité les investisseurs à faire une incursion dans le territoire familier des risques commerciaux et souverains. Vu l'abondance des liquidités et le nombre limité des actifs, les investisseurs en quête d'un rendement respectable ont dû s'aventurer plus profondément dans le continuum des risques et, ce faisant, ils se sont intéressés à une myriade d'actifs plus risqués offrant un rendement de moins en moins élevé et susceptible d'être insuffisant pour couvrir les risques assumés.

Le recours à une politique monétaire ultra accommodante a induit des distorsions. Mais lesquelles? À un certain moment, les investisseurs se sont vu offrir un rendement de moins de 250 points de base pour assumer le risque souverain de l'État gabonais par rapport au risque présenté par le Trésor américain. Aux États-Unis, la montée en flèche des obligations à haut risque (les fameuses *junk bonds*) depuis 2009 a poussé le prix des créances commerciales à rendement élevé à des sommets inégalés. L'an dernier, des liquidités dépassant les 20 milliards de dollars américains ont pris la direction des crédits automobiles à haut risque adossés à des actifs. Une fois épuisée la liste des destinations d'investissement des fonds, on a commencé à miser sur la météo. Ainsi, les investisseurs ont acheté pour 8,1 milliards de dollars en obligations catastrophes l'an dernier, dont la grande majorité a été acquise par des régimes de retraite et d'autres investisseurs institutionnels d'envergure. Même en Allemagne, pays peu enclin à la spéculation, la demande en biens d'investissement s'est raffermie et a participé à un renchérissement de 25 % des nouveaux immeubles depuis juillet 2009.

Toutefois, dans un univers de taux d'intérêt négatifs, les pertes escomptées pondérées selon les probabilités pourraient se révéler une solution de rechange acceptable face à la certitude des coûts imputés aux dépôts. Qu'advient-il lorsque certains des nouveaux venus sur le marché obligataire souverain voient leurs investissements en monnaie étrangère se déprécier et ont du mal à rembourser leurs créances libellées en devises? Les régimes de retraite pourraient-ils être malmenés la prochaine fois qu'une forte tempête frappera une petite économie insulaire?

Conclusion? La menace d'une imminente chute de l'économie était si effroyable en 2009 qu'elle a sans doute accaparé toute l'attention des gouvernements. Or, comme l'ont affirmé certains, si l'épisode de 2008-2009 ne fut au fond que la manifestation de la récession qui aurait dû frapper l'économie en 2000-2001, alors à quoi ressemblerait l'éclatement de certaines de ces bulles à moyen terme? Les liquidités injectées cette fois-ci dans le système financier incitent à définir M. Greenspan comme un « faucon » de la lutte contre l'inflation. Il reste à espérer que les agences nationales de réglementation ont, au cours des sept dernières années, tiré plus de leçons que les marchés eux-mêmes.

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales



2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

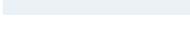
2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Notation des risques

	Faibles
	Faibles à modérés
	Modérés
	Modérés à élevés
	Élevés
	Prohibitifs
	Aucune information disponible

Antécédents de paiement

	Positifs
	Neutres
	Négatifs

Glossaire de termes

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Taux de défaut moyen sur des engagements de crédit dont l'échéance n'excède pas un an de la part de débiteurs commerciaux d'un pays.

Antécédents de paiement

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

- Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.
- Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.
- Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

La limite commerciale du pays renvoie à la meilleure notation pouvant être attribuée à des débiteurs commerciaux domiciliés dans le pays. Cette limite varie en fonction de la probabilité de défaut souverain de même que de la présence de risques politiques (non-transfert et non-convertibilité, violence politique, expropriation) et d'autres facteurs d'atténuation ou d'aggravation.

Risque d'expropriation

Il désigne la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, de la prise par un gouvernement de mesures (telles que la saisie pure et simple d'un actif ou d'un investissement ou encore une forme moindre d'interférence comme le refus injustifié de renouveler des permis ou des licences) et l'existence d'un climat de gouvernance dégradé (p. ex. application problématique de la règle de droit ou niveau élevé de corruption) ayant des répercussions considérables sur le contexte commercial d'un pays.

Risques de non-transfert et de non-convertibilité

Ils désignent la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, qu'un gouvernement impose des restrictions sur la conversion ou le transfert des devises ayant une incidence marquée sur le contexte commercial. Les restrictions à la conversion pourraient prendre la forme de mesures empêchant les entreprises de convertir la monnaie nationale en devises fortes, tandis que les restrictions au transfert engloberaient des mesures juridiques bloquant le transfert de devises fortes à l'extérieur du pays d'accueil.

Risque de violence politique

Il désigne la probabilité, dans un horizon à moyen et à long termes, de la survenance d'un acte de violence politique ayant des répercussions majeures sur le contexte commercial du pays. La violence politique prend, par exemple, les formes suivantes : faits de guerre (déclarés ou non déclarés), insurrection, révolution, rébellion, émeute, terrorisme, sabotage, troubles publics ou d'autres exactions commises pour des motifs politiques.

Risque souverain

La probabilité du défaut souverain permet d'évaluer la capacité et la disposition d'une entité souveraine à honorer ses obligations financières à moyen terme.

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.1 Brésil

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Dans l'espoir de normaliser sa monnaie très surévaluée et d'accroître la compétitivité du pays, la banque centrale tente d'inverser l'orientation de sa politique monétaire inefficace. Le real brésilien devrait se stabiliser au cours des prochains mois, mais il subira d'immenses tensions à la baisse durant la première moitié de 2015 en raison de la morosité de l'activité économique et du scandale révélé par l'enquête policière Lava-Jato (Lavage express), qui ne vise pas seulement Petrobras. Cela dit, les abondantes réserves en devises continuent à maintenir des conditions de liquidités généralement favorables pour le secteur commercial. La mise en place de vastes réformes visant le milieu des affaires est peu probable, mais les investisseurs devraient s'attendre à des changements modérés de politiques au cours des 12 prochains mois.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

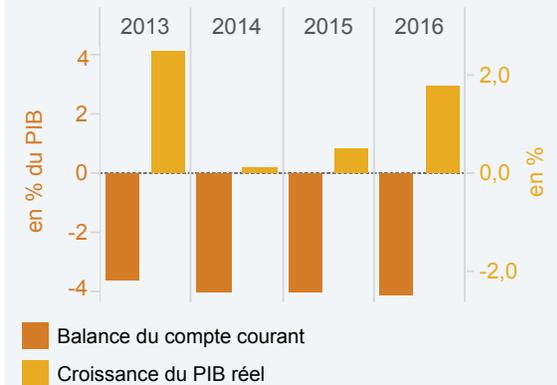
Le contexte commercial se caractérise la constante solidité du secteur bancaire, l'absence de dollarisation et une faible dépendance du pays envers les emprunts à l'étranger. Le gouvernement continuera de s'employer à inverser la trajectoire de l'inflation, à s'attaquer à la croissance anémique et à remédier au mauvais état des infrastructures. Néanmoins, la morosité persiste du côté de l'investissement. Par ailleurs, les réformes engagées et les efforts déployés pour stimuler l'économie pourraient être assombrés par les enquêtes de corruption en cours visant Petrobras. Le Brésil devrait être un grand bénéficiaire de la faiblesse des cours pétroliers. Si ces cours descendaient près de 45 USD le baril, les investissements à MLT dans la mise en valeur et la production de gisements présalifères pourraient en souffrir.

Risques souverains

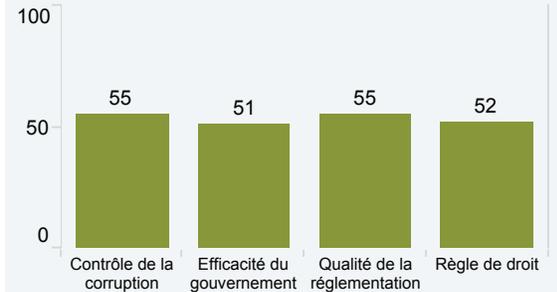
Probabilité du défaut souverain

Les paramètres de la dette extérieure sont relativement favorables et les besoins de financement continueront d'être pour la plupart comblés par le marché intérieur. La dette libellée en devises formant une partie infime de la dette totale publique, le risque de change est minimal. Dans la foulée des élections d'octobre 2014, le gouvernement subit de fortes pressions pour mettre en œuvre les réformes bien nécessaires pour relancer une croissance et un investissement en berne, ainsi que pour améliorer la gestion budgétaire. Il sera de plus en plus difficile de faire avancer ces réformes auxquelles s'oppose fermement l'opposition au sein du Congrès, notamment en raison des répercussions politiques du scandale de l'affaire Lava-Jato.

Compte courant et croissance économique

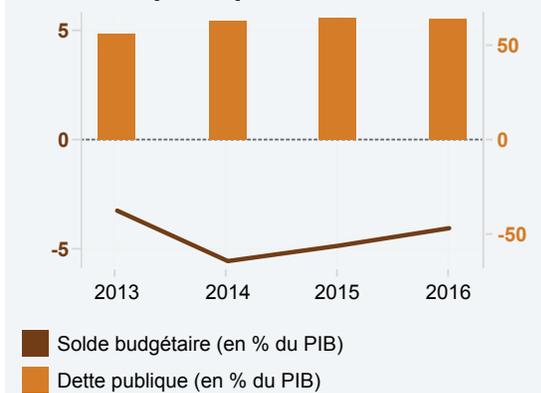


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.2 Chine

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques ■

Antécédents de paiement ■

Certains secteurs comme l'immobilier, les petites et moyennes entreprises (PME) et les banques publiques pourraient subir de nouveau des tensions en raison d'un léger recul de la croissance. Cependant, les abondantes réserves de change et le statut de crédit net du pays laissent présager le maintien de la stabilité de la monnaie nationale. Même si elle a réduit le ratio des réserves obligatoires, la banque centrale pourrait très bientôt assouplir les taux d'intérêt dans l'espoir de stimuler la croissance, une mesure qui pourrait à court terme déprécier la monnaie nationale.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays ■

Expropriation ■

Transfert et convertibilité ■

Violence politique ■

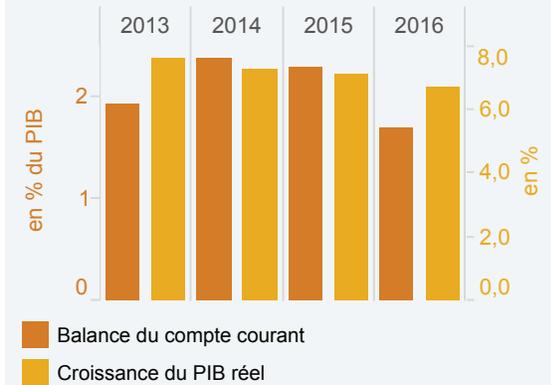
Les politiques actuelles ciblent la réforme économique des sociétés d'État, l'ouverture à la concurrence privée et à la propriété étrangère, la propriété foncière et le prix des ressources. On prévoit une reprise des exportations. De nouveaux débouchés dans le transport et les réseaux de distribution sont attendus avec la réorientation de la croissance intérieure. Le pays sera à nouveau le théâtre de manifestations localisées visant la corruption, l'environnement et le droit de propriété.

Risques souverains

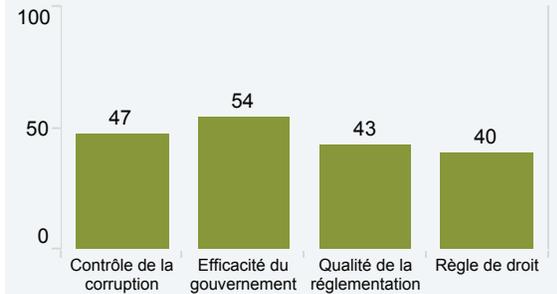
Probabilité du défaut souverain ■

La Chine semble résistante aux chocs extérieurs. Malgré la dette extérieure faible, le gouvernement pourrait se trouver aux prises avec le passif éventuel des administrations locales, des sociétés d'État et des prêts non productifs des banques publiques, augmentant ainsi le risque souverain. Le gouvernement mettra en œuvre des programmes modérés de dépenses et des mesures d'assouplissement du crédit en vue d'appuyer la croissance économique et assurer la gestion de ces risques.

Compte courant et croissance économique

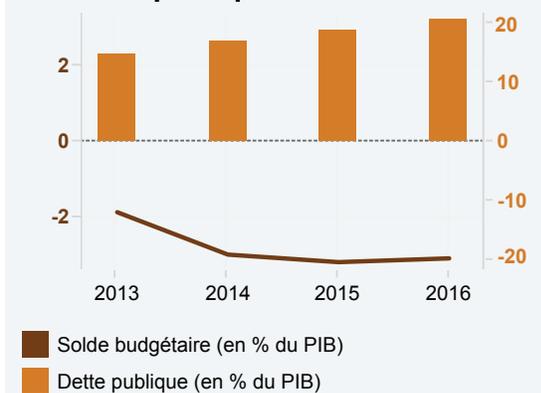


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.3 France

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

L'économie française est sortie de la récession au troisième trimestre de 2014, mais elle a péniblement avancé à la fin de l'année. Elle a affiché une croissance annuelle du PIB de 0,4 % pour une troisième année consécutive. Les perspectives devraient s'améliorer mais rester moroses, la performance de l'économie l'Hexagone restant inférieure à la moyenne de l'ensemble de l'UE et de la zone euro. La croissance franchira la barre des 1 % seulement à compter de 2016. Le déficit commercial en hausse, ainsi que la faiblesse continue sur les fronts de la consommation des ménages et de l'investissement commercial témoignent avec force de l'absence de réformes. Les conditions de prêt demeurent serrées, car les banques françaises ont subi une dégradation de leur notation de leur exposition aux pays en difficulté de l'Europe périphérique.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

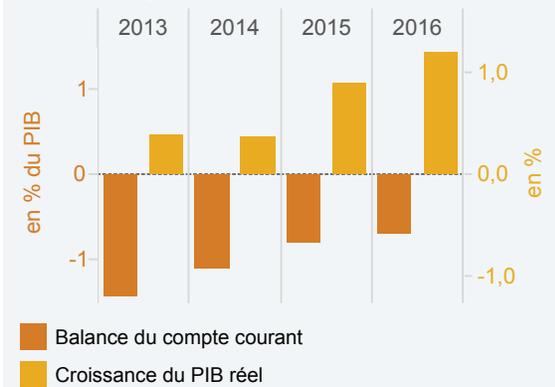
La France abrite bon nombre de sociétés parmi les plus prospères au monde, mais le pays doit composer avec une faible demande à l'exportation qui persiste depuis la crise dans la zone euro. Cependant, l'augmentation des liquidités en zone euro résultant de l'application programme d'assouplissement quantitatif de la Banque centrale européenne devrait améliorer le mécanisme de transmission pour le crédit. Le gouvernement français manifeste peu d'intérêt à engager les types de réformes susceptibles de renforcer la compétitivité commerciale.

Risques souverains

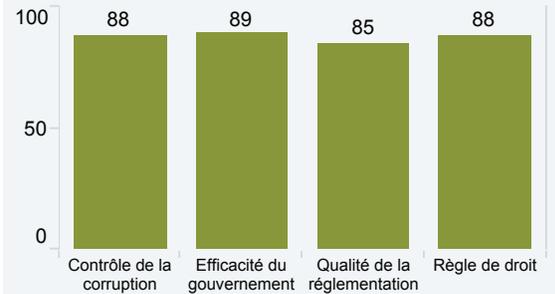
Probabilité du défaut souverain

En France, la dynamique de la dette devrait continuer d'être problématique au cours des deux prochaines années. D'ici 2017, la dette publique exprimée en part du PIB devrait culminer à près de 100 %, tandis que le solde budgétaire devrait descendre sous le seuil des 3 % du PIB énoncé dans le traité de Maastricht de l'UE. Le pays doit de toute urgence engager de profondes réformes pour équilibrer le budget et améliorer la soutenabilité de la dette. Le gouvernement a établi peu de plans de réduction des dépenses, et il a plutôt promis d'augmenter les impôts des riches et des entreprises. Les plans d'austérité ont été mis en veilleuse durant les deux prochaines années.

Compte courant et croissance économique

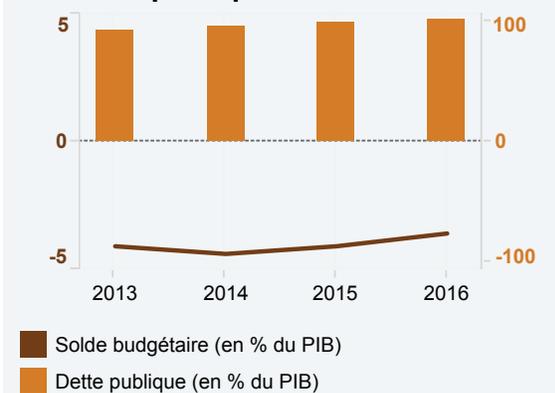


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.4 Allemagne

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Le pays est le pilier de l'économie européenne grâce à la bonne santé de ses finances publiques, à ses importants excédents du compte courant ainsi qu'à son secteur commercial très concurrentiel et dynamique. La croissance du PIB allemand a été plus faible que prévu en 2014 et devrait accuser un léger recul cette année pour s'établir à 1,3 %.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politiques

On assiste au raffermissement de la confiance commerciale et de la demande adressée au secteur des exportations, à mesure que se résorbe la crise dans la zone euro.

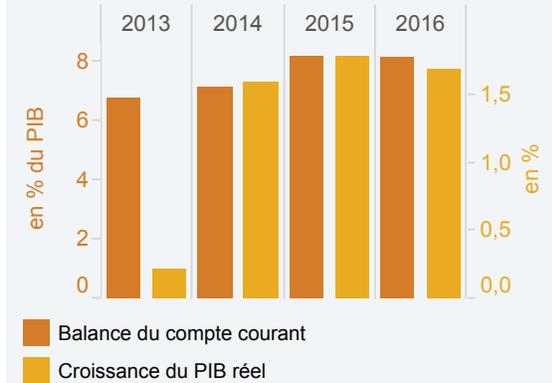
La productivité et l'efficacité supérieures de l'Allemagne pourraient être mises à mal par la hausse des salaires, qui se produit plus rapidement que dans le reste de la zone euro. Néanmoins, l'avantage concurrentiel dont jouit l'Allemagne prendra des années à s'éroder.

Risques souverains

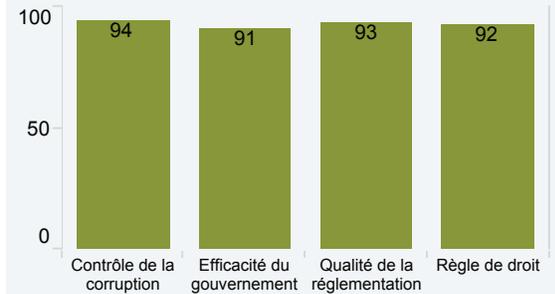
Probabilité du défaut souverain

Même si la dette exprimée en pourcentage du PIB (elle représente près de 80 % du PIB) reste élevée, l'augmentation constatée lors de la crise financière mondiale et la crise de la dette dans la zone euro était moins importante que celle observée dans bon nombre de grandes économies des marchés développés, si bien que la trajectoire demeure favorable. De plus, l'Allemagne profite d'un faible coût de financement, ce qui maintiendra le coût des obligations au titre du service de la dette à un niveau acceptable. À long terme, les solutions proposées pour mettre fin à la crise dans la zone euro – notamment la mutualisation de la dette et les transferts budgétaires – exigeront toutes que l'Allemagne assume un fardeau de la dette supérieur à ses voisins du Sud.

Compte courant et croissance économique

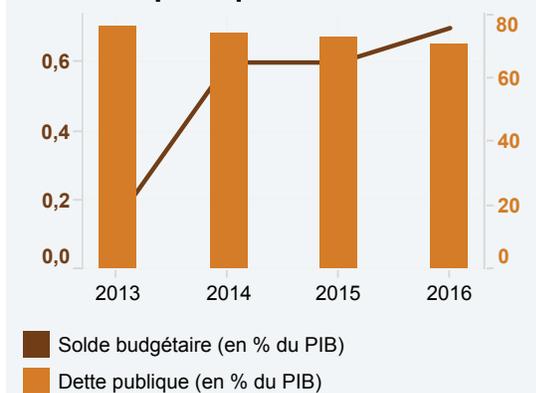


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.5 Inde

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Les tensions inflationnistes se sont relâchées, mais la présence d'importants déficits budgétaires laisse peu de marge de manœuvre aux autorités pour stimuler la croissance. Le niveau des réserves de devises s'est quelque peu redressé au terme d'une phase de rééquilibrage des portefeuilles des investisseurs. Les sociétés assurant le service de créances légitimes devraient facilement respecter leurs obligations. L'instabilité de la monnaie persistera jusqu'en 2015.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

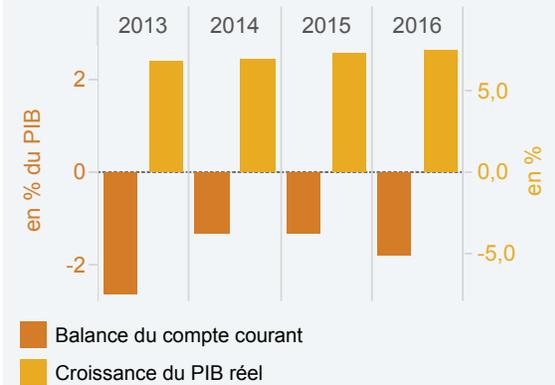
L'investissement des entreprises, dont l'investissement direct à l'étranger (IDE), devrait augmenter à la faveur du sentiment d'une amélioration de l'esprit de décision touchant les politiques et de revirements moins fréquents dans ce domaine, le gouvernement détenant une confortable majorité. Cependant, des difficultés pourraient se présenter dans les États du Sud et de l'Est du pays. La violence politique demeure localisée.

Risques souverains

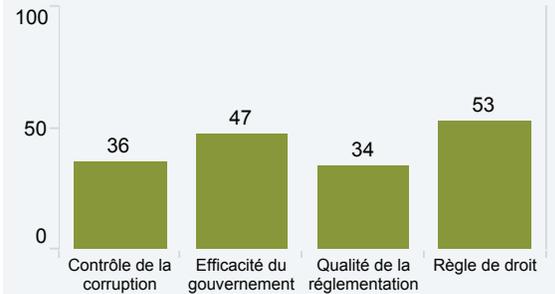
Probabilité du défaut souverain

Au cours des prochaines années, le pays devrait assainir les finances publiques, sous la gouverne du premier ministre Narendra Modi. L'Inde doit composer avec une dette bien supérieure aux économies ayant des notations comparables, mais les projections très favorables à moyen et à long termes accolées à l'économie indienne procureront au gouvernement une liberté d'action. Les obligations extérieures au titre de la dette souveraine sont plutôt négligeables.

Compte courant et croissance économique

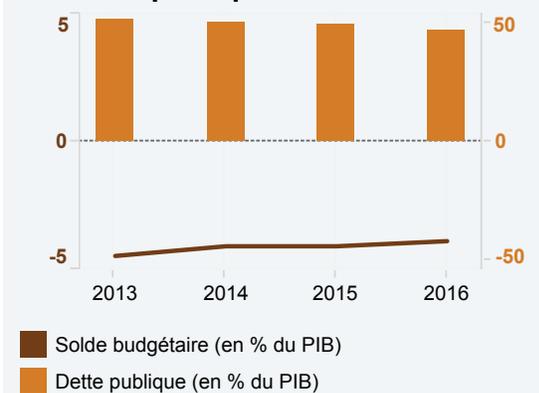


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.6 Japon

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Le contexte commercial est excellent. La hausse de la TVA (de 5 % à 8 %) en avril 2014 a eu une incidence plus forte que prévu sur la demande intérieure. La plateforme de politique économique du premier ministre Abe destinée à insuffler une nouvelle vigueur à une économie chancelante (l'Abénomie) – comportant des volets de relance budgétaire, détente monétaire peu orthodoxe et réformes structurelles – semble donner des progrès modérés. Les salaires et l'inflation ont augmenté depuis 2013, mais leur ascension est toujours faible. Les sociétés tournées vers les marchés extérieurs ont profité de la faiblesse du yen, laquelle ne s'est pas traduite par une hausse des dépenses au Japon. Par ailleurs, les entreprises tournées vers le marché intérieur ont vu leurs marges se rétrécir.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

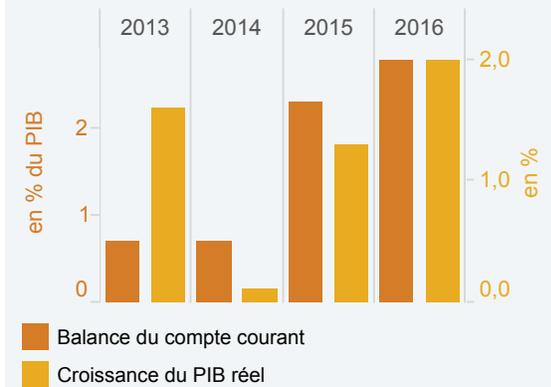
L'économie japonaise est bien établie, mais le PIB réel devrait afficher une progression languissante à moyen à long termes. Le climat des affaires est extrêmement vigoureux au Japon, grâce à un faible niveau de corruption, à un système judiciaire indépendant et à ses institutions démocratiques. Malgré un ralentissement du taux d'échec des entreprises, on a émis des doutes ces dernières années à propos de la compétitivité du secteur commercial japonais. Aux prises avec un bassin national de consommateurs et de travailleurs en baisse et vieillissants, les sociétés japonaises continueront de miser sur leur rayonnement dans la région de l'Asie-Pacifique. L'adhésion du Japon au Partenariat transpacifique (PTT) et la tenue de négociations en vue d'un accord de libre-échange avec le Canada constituent deux nouvelles positives pour les entreprises canadiennes.

Risques souverains

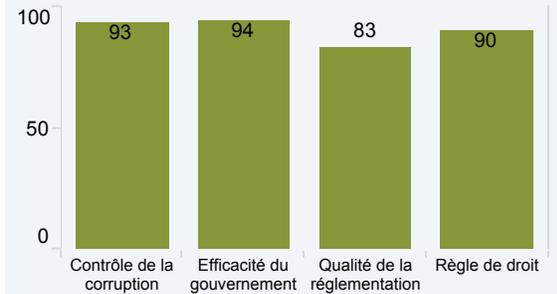
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau de la dette du Japon (230 % du PIB) est de loin plus imposant dans le monde et le coût du service de la dette absorbe jusqu'au quart du budget du gouvernement, une situation qui pèse sur la croissance à long terme. Les sociétés et les citoyens du pays continuent d'acheter des obligations d'État dont le rendement a atteint un creux sans précédent, une conjoncture qui réduit le sentiment d'une action urgente de la part du gouvernement. Ainsi, toute inflexion des attentes des investisseurs obligataires – en particulier en cas de flambée de l'inflation dans un contexte de chute du yen – pourrait grandement influencer sur la dynamique du service de la dette publique. La capacité du premier ministre Abe de mettre en œuvre des réformes structurelles tout en apaisant les intérêts particuliers déterminera le succès de l'Abénomie et la croissance à moyen et à long termes du Japon.

Compte courant et croissance économique

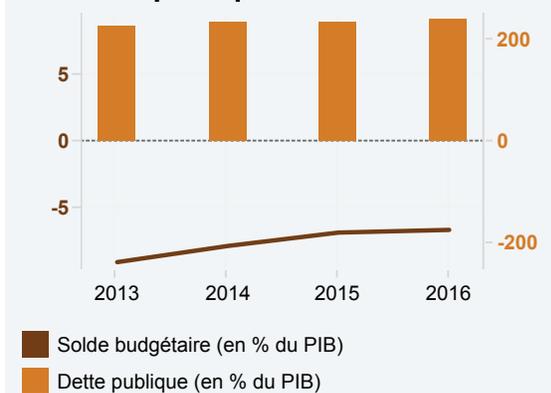


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.7 Mexique

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La croissance de l'économie s'accéléra à environ 3 % en 2015 sous l'impulsion de la reprise aux États-Unis, des dépenses publiques dans le secteur des infrastructures et des entrées soutenues d'investissement direct à l'étranger. L'inflation descendra à environ 3,5 % tandis que le peso mexicain devrait continuer de légèrement se déprécier. Les élections de mi-mandat en 2015 suspendront la mise en œuvre du programme de réformes. L'amélioration de la sécurité sera remise à l'avant-plan comme l'une des urgentes priorités. L'un des grands dossiers sera le premier cycle d'adjudication (Round One) de zones d'exploitation pétrolière, le Mexique commençant à ouvrir son secteur énergétique aux investissements privés.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

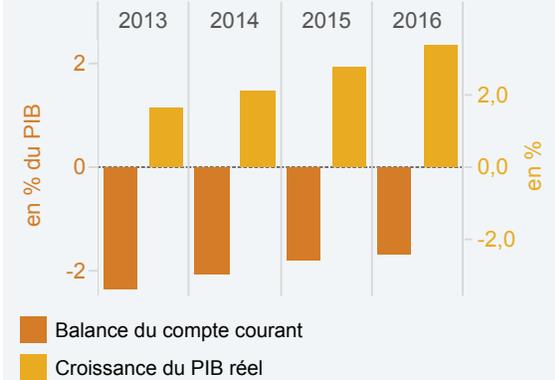
Le contexte commercial profite de la stabilité de la conjoncture macroéconomique, de l'assainissement du climat des affaires et de la bonne tenue du système bancaire. Une profonde corruption, une bureaucratie pléthorique et un système judiciaire inefficace sont à l'origine du risque d'expropriation. Le Mexique est confronté à la violence criminelle plutôt qu'à la violence politique, qui présente une menace sérieuse à la sécurité du pays. Les sociétés des industries extractives doivent de plus en plus tenir compte de l'opposition de la part de groupes locaux ou environnementalistes.

Risques souverains

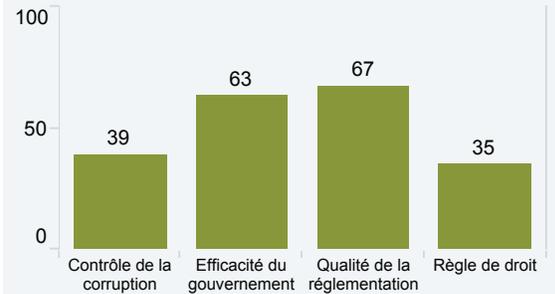
Probabilité du défaut souverain

La notation souveraine s'appuie sur le niveau relativement faible de dette publique, qui présente un ratio gérable du service de la dette. Les entrées d'investissement direct à l'étranger (IDE) suffisent amplement à financer le déficit peu élevé du compte courant, alors que les réserves en devises avoisinent des niveaux inédits. Des réformes structurelles majeures, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie, continueront d'être mises en œuvre au cours des prochaines années, améliorant ainsi les perspectives de croissance à moyen et à long termes, la compétitivité et la solvabilité. De faibles cours pétroliers au-delà de 2015 pourraient peser sur les finances publiques.

Compte courant et croissance économique

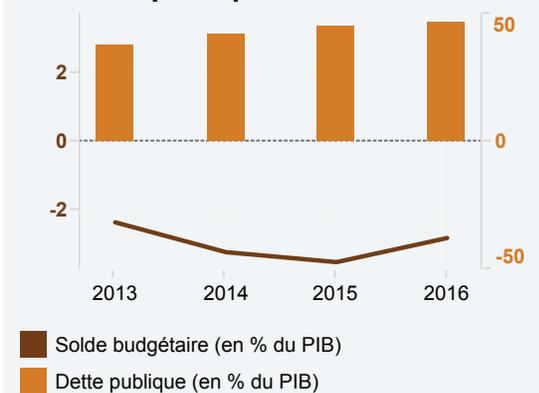


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.8 Russie

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La faiblesse soutenue des cours pétroliers mondiaux continue de peser sur le rouble. Sa valeur s'est stabilisée durant les premiers mois de 2015, mais elle demeure d'environ 30 % inférieure aux niveaux de l'an dernier. Les réserves de change ont chuté de 100 G USD depuis l'an dernier à la suite des interventions de la banque centrale sur les marchés des devises en 2014 dans l'espoir de renforcer le rouble. Les conditions de crédit se dégraderont de façon marquée cette année puisqu'on devrait assister à une hausse du nombre de prêts non productifs et à une contraction du crédit.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

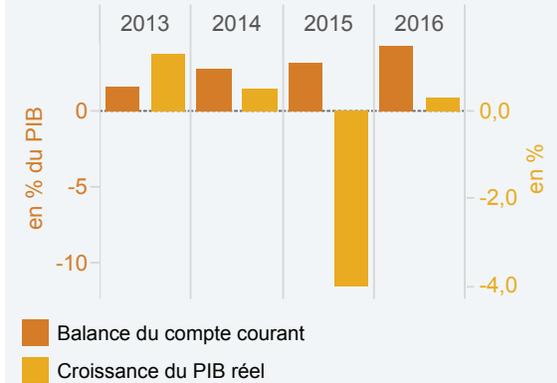
Le contexte des affaires est difficile en raison d'une corruption élevée et de la lourdeur de la réglementation. La persistance de la crise géopolitique a des répercussions notables et variées sur le secteur commercial. La détérioration des relations entre la Russie et l'Occident a nui de plusieurs façons au contexte de l'investissement, tout particulièrement l'IDE. La Russie évitera sans doute à tout prix la mise en place de contrôle des capitaux, mais des restrictions prolongées relatives à l'accès aux marchés financiers internationaux deviendront problématiques. Les risques de violence politique continuent de provenir des actes terroristes perpétrés dans la région du Caucase.

Risques souverains

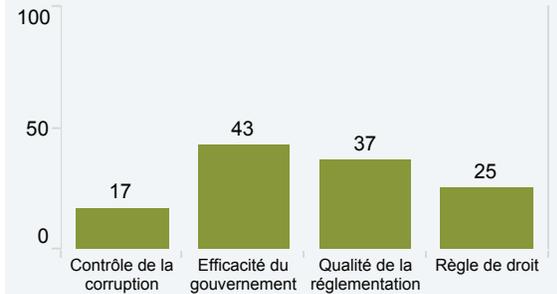
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau de la dette publique est modéré (il représente à peine 16 % du PIB), et le pays est un créancier net en raison de l'ampleur de ses actifs. Cependant, la vulnérabilité souvent évoquée de l'économie russe – à créditer à sa dépendance envers son secteur énergétique – est désormais une préoccupation de premier plan. Par ailleurs, les cours pétroliers actuels, qui sont bien inférieurs au seuil de rentabilité du gouvernement fixé à 100 USD le baril. L'omniprésence des risques géopolitiques et la faiblesse des cours pétroliers continueront de faire fuir les capitaux, d'éroder les amortisseurs aux chocs extérieurs et de peser sur la croissance.

Compte courant et croissance économique

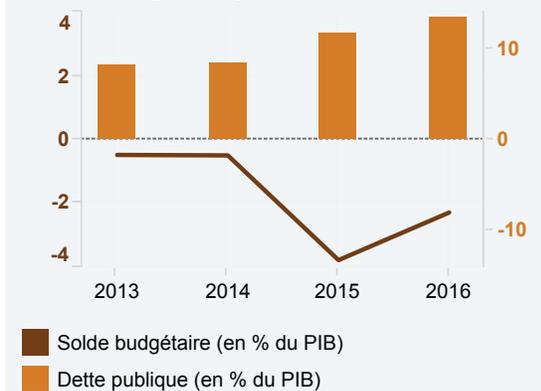


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.9 Afrique du Sud

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

En plus d'un secteur bancaire solide, l'Afrique du Sud peut se targuer de posséder l'un des contextes opérationnels les plus sains du continent. Cependant, la progression de l'économie et des exportations est léthargique. La volatilité du rand, attribuable à la timide confiance des investisseurs qui s'explique par les grèves incessantes, les coûts élevés de la main-d'œuvre et les perspectives de croissance moroses, demeure un risque de dégradation. La croissance du PIB s'est campée autour de 2 % en 2013 et en 2014, et elle devrait se maintenir près de ce taux en 2015.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

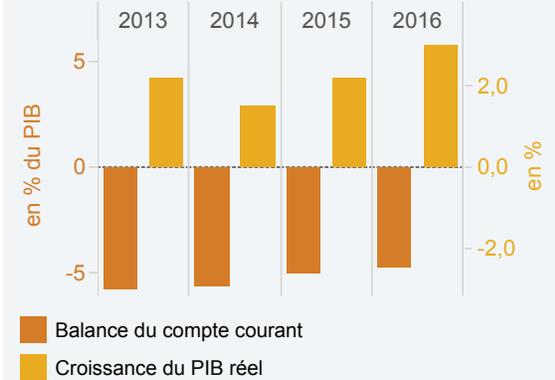
Le contexte opérationnel florissant, et notamment le robuste secteur bancaire, porte la limite commerciale au-dessus de la notation souveraine. Les risques de violence politique et d'expropriation sont attribuables aux disparités sociales et économiques, qui ont parfois donné lieu à de violents conflits ouvriers et à une rhétorique aux accents populistes ou nationalistes de la part de certains segments de la société sud-africaine. Le militantisme syndical organisé pose un risque d'interruption des activités commerciales, comme l'a illustré le mouvement de grèves dans le secteur minier ces dernières années.

Risques souverains

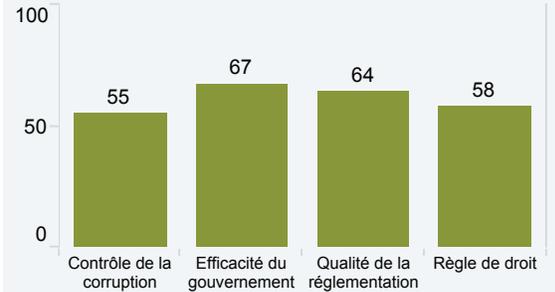
Probabilité du défaut souverain

Le fardeau modéré de la dette de l'État et son statut de créancier net extérieur sont les principaux facteurs à l'appui de la notation, mais l'effet de ces deux facteurs est annulé par l'ampleur des défis structurels que doit relever le pays. Les perspectives de croissance sont sombres par rapport aux autres économies de la région. La morosité qui gagne les investisseurs pourrait éloigner les flux de capitaux étrangers nécessaires au financement du déficit du compte courant (qui demeure dans la fourchette des 5 à 6 % du PIB). L'imposant programme d'infrastructures lancé par le gouvernement devrait rehausser la capacité de production de l'économie au cours des prochaines décennies, mais ce programme augmentera la dette publique à court terme.

Compte courant et croissance économique

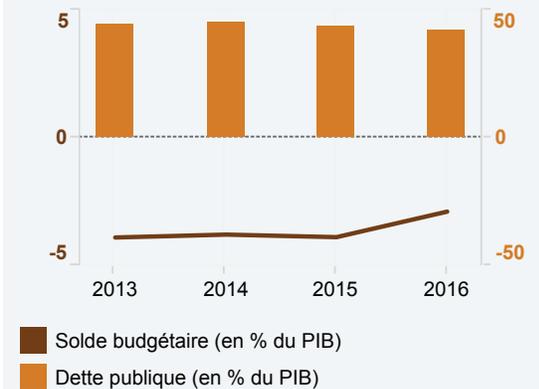


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.10 Royaume-Uni

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

La croissance de l'économie britannique a été étonnamment positive. Cet essor s'est élevé à 2,7 % en 2015, et il continuera d'être largement supérieur aux autres pays européens.

À cette cadence, les capacités excédentaires continueront de se résorber, et on s'attend à une hausse des taux d'intérêt au début de 2015. Cependant, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro – tout particulièrement depuis l'annonce du lancement d'un programme d'AQ dans l'UME, tandis que l'inflation (et les attentes inflationnistes) reste bien inférieure à la cible.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

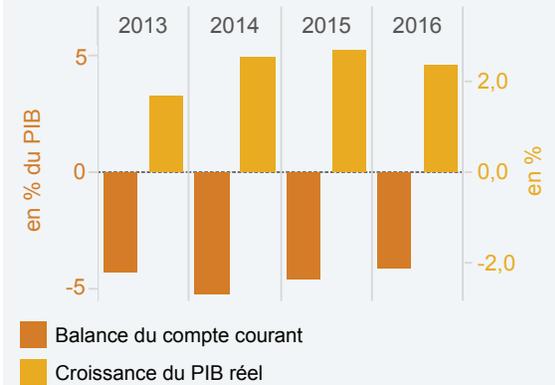
Le Royaume-Uni a été particulièrement ébranlé par la crise financière mondiale en raison de la taille et de l'importance de son secteur financier. Ces difficultés ont été exacerbées par un marché de l'habitation surévaluée et le niveau élevé de l'endettement des consommateurs. Le pays doit impérativement rééquilibrer la croissance afin de réduire sa dépendance aux dépenses de consommation. Depuis la crise, le pays a engagé d'importantes réformes visant le secteur financier, notamment une capitalisation accrue des banques, l'établissement de provisions et de dispositifs de soutien des liquidités. Le sentiment anti-Union européenne prend de l'ampleur si bien qu'on a suggéré la tenue d'un référendum en 2017.

Risques souverains

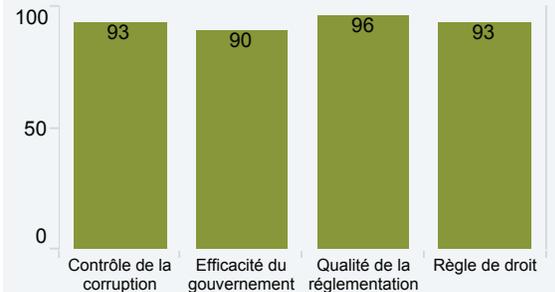
Probabilité du défaut souverain

La dette du secteur public du Royaume-Uni est montée en flèche ces dernières années, passant de 52 % du PIB en 2008 à 92 % du PIB en 2014. Le gouvernement prévoit rééquilibrer son budget d'ici 2018. Le niveau de la dette devrait culminer l'an prochain avant de redescendre à 8 % du PIB en 2019. Toutefois, comme bon nombre de ses voisins de l'UE, le Royaume-Uni devra réaliser des réformes structurelles pour maintenir une robuste croissance à long terme. Les infrastructures (secteurs du transport et de l'énergie), l'éducation et la formation, de même que l'immigration et l'intermédiation financière constituent des domaines prioritaires.

Compte courant et croissance économique

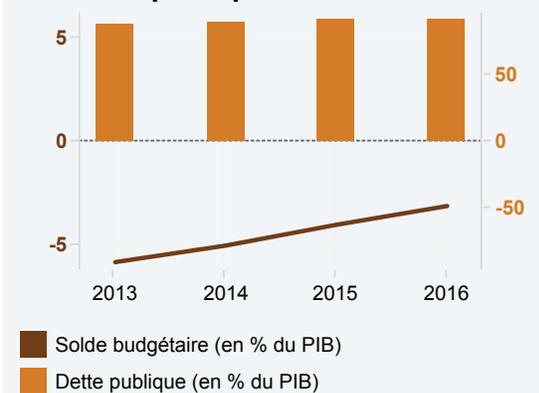


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

2.0 APERÇUS DES RISQUES PAYS

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

2.1 Brésil

2.2 Chine

2.3 France

2.4 Allemagne

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Afrique du Sud

2.10 Royaume-Uni

2.11 États-Unis

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

2.11 États-Unis

Risques commerciaux à court terme

Notation des risques

Antécédents de paiement

Malgré l'incertitude causée par la situation géopolitique, une reprise toujours fragile en Europe et au Japon, ainsi qu'une croissance au ralenti sur les marchés émergents, le dynamisme de l'économie américaine reste positif. Le net raffermissement de la confiance chez les entreprises et les consommateurs se traduit par une amélioration des intentions liées à l'embauche et aux dépenses d'investissement. Des cours pétroliers moins élevés profiteront à l'économie américaine, la hausse du revenu réel stimulant les dépenses privées. La faiblesse des cours pétroliers dynamisera les industries à forte intensité énergétique, mais elle pénalisera le secteur de l'énergie. La Réserve fédérale devrait relever son taux des fonds fédéraux en 2015, alors même qu'elle s'attaque à la difficile tâche de concilier les capacités excédentaires de l'économie avec de fortes tensions désinflationnistes, une devise qui s'apprécie et des vents contraires extérieurs persistants.

Risques commerciaux à moyen et à long termes

Limite commerciale du pays

Expropriation

Transfert et convertibilité

Violence politique

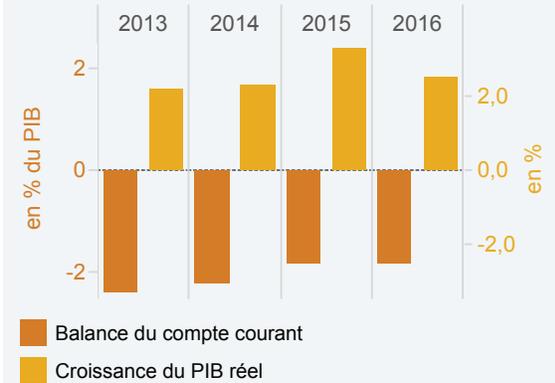
L'économie américaine, qui compte parmi les plus dynamiques et les plus novatrices au monde, peut se vanter d'accueillir bon nombre des grandes multinationales. Elle occupe la 7^e place du classement de l'Indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

Risques souverains

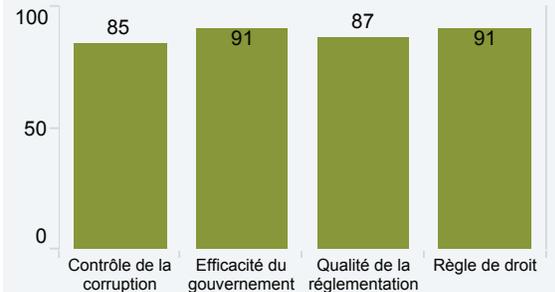
Probabilité du défaut souverain

Malgré l'ampleur de la dette publique, le déficit se résorbe à la faveur de la hausse des recettes fiscales occasionnée par le redressement de l'économie. Les États-Unis profitent aussi d'un faible coût du service de la dette et la capacité du gouvernement à obtenir du financement, car le dollar américain est la monnaie de réserve mondiale. L'impasse politique demeure un obstacle. Par ailleurs, la prise de contrôle des deux chambres du Congrès par le Parti républicain aux élections de mi-mandat est une source d'incertitude politique. La mise en œuvre à moyen terme de réformes sera difficile dans le contexte actuel.

Compte courant et croissance économique

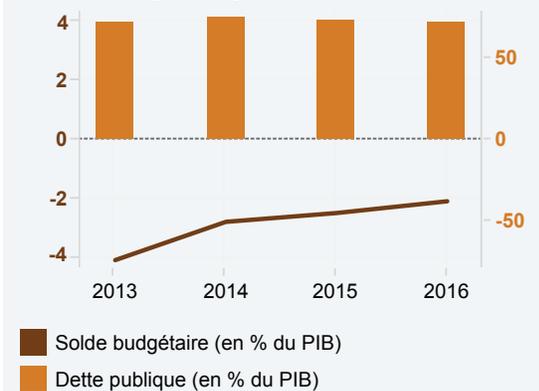


Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale



Le rang par centile va de 0 (le plus faible) à 100 (le plus élevé).

Finances publiques



Sources : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver Analytics, EIU

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits
agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de
l'automobile

3.7 Machinerie et équipement
industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques
et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales



3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

La croissance des exportations canadiennes de biens et de services devrait atteindre à peine 1 % en 2015, surtout ralentie par la glissade des cours pétroliers. Cette piètre performance éclipsa l'essor dans les deux chiffres des exportations dans six des 12 secteurs à l'export ainsi que la robuste expansion sous-jacente des volumes, spécialement en provenance du marché américain. L'année suivante, le maintien d'une solide demande extérieure et le redressement des cours énergétiques devraient concourir à une embellie des exportations de 7 %.

La détente des cours du pétrole et du gaz naturel se traduira par une réduction de 53 milliards de dollars canadiens des exportations énergétiques cette année. La hausse des expéditions de pétrole brut sera insuffisante pour annuler les effets de la chute prévue de 35 % des cours de l'or noir cette année. Ainsi, les exportations énergétiques canadiennes se contracteront de 19 % cette année avant de bondir de 23 % en 2016, à la faveur d'une remontée partielle des cours et d'une expansion soutenue des volumes de pétrole brut.

Tous les acteurs du secteur profiteront d'un dollar canadien moins vigoureux et d'une demande extérieure soutenue. Les exportations aéronautiques gagneront 17 % cette année et 19 % en 2016, étayées par un huard faiblard. Les exportations de la filière automobile profiteront aussi d'un huard volant à plus basse altitude en 2015, mais la croissance se ralentira à 1 % l'an prochain puisque l'industrie tourne à plein régime. L'amélioration de la compétitivité extérieure et la présence d'un consommateur américain ayant retrouvé ses moyens produiront des perspectives positives à long terme.

Les perspectives sont contrastées pour les matières premières autres que le pétrole et le gaz naturel. Les exportations d'engrais récolteront des gains de 17 % en 2015, à la faveur d'une ascension des prix. Parallèlement, les cours moins élevés du minerai de fer et la baisse de la production limiteront l'élan des exportations de métaux et de minerais à seulement 4 % en 2015, puis à 3 % en 2016. Les exportations de l'industrie canadienne agroalimentaire enregistreront pour leur part une hausse de 8 % en 2015 grâce à l'effet porteur d'un huard en recul et la croissance modérée des volumes à l'export dans un contexte de solide demande alimentaire mondiale. En 2016, les recettes à l'exportation de l'agroalimentaire gagneront un maigre 1 % en raison de la normalisation des rendements.

Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes, par secteur

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD	Part (en %) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Agroalimentaire	56,3	9,6	12,1	8	1
Énergie	142,0	24,2	14,7	-23	23
Foresterie	32,5	5,5	9,2	7	3
Produits chimiques et plastiques	41,6	7,1	12,5	4	4
Engrais	6,9	1,2	-11,4	17	6
Métaux, minerais et autres produits industriels	66,1	11,3	6,8	4	3
Machinerie et équipement industriels	30,6	5,2	9,5	14	5
Avions et pièces	14,5	2,5	28,6	17	19
Technologies de pointe	14,6	2,5	5,5	17	2
Véhicules automobiles et pièces	67,9	11,6	8,7	13	1
Biens de consommation	7,7	1,3	-3,8	12	5
Transactions particulières*	4,2	0,7	16,6	7	4
Total – Secteur des biens	491,6	83,8	10,9	0	8
Total – Secteur des services	95,2	16,2	2,9	5	4
Total des exportations	586,8	100,0	9,5	1	7
Pour mémoire					
Volume total des exportations		100,0	5,3	4	4
Export. de biens nominales (énergie exclue)	349,6	59,6	9,4	9	3
Export. de biens nominales (autos et énergie exclues)	281,7	48,0	9,5	8	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2014 sont réelles, celles de 2015 et de 2016 sont des prévisions

Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.1 Énergie

Les exportations énergétiques céderont 23 % en 2015 sous l'action du net tassement des cours du pétrole brut et du gaz naturel. Le volume des expéditions de pétrole brut sera en légère hausse, mais celui du gaz naturel accusera une baisse. À l'horizon 2016, les exportations d'énergie regagneront une partie du terrain perdu grâce à des gains de 23 % attribuables au redressement des cours et à l'augmentation des volumes de pétrole brut.

Les exportations de brut chuteront de 25 % en 2015, mais elles gagneront 26 % en 2016, surtout sous l'effet des fluctuations des prix. Le cours de référence du West Texas Intermediate (WTI) devrait s'établir en moyenne à 61 USD le baril, en baisse de 35 % comparativement à l'an dernier. Le reflux des cours se traduira par une diminution de la production cette année. Par le passé, l'incidence du déclin des cours sur les exportations canadiennes aurait été encore plus marquée vu que le Western Canada Select Crude (WCSC) se négocie d'habitude avec une forte décote par rapport au WTI. Cependant, on note une diminution de la congestion des réseaux de transport à l'origine de la contraction des exportations de brut et de la décote qui avait suivi. Le pipeline Alberta Clipper-1 a accru la capacité de 120 000 barils par jour. Par ailleurs, à l'issue de la reconfiguration, les raffineries américaines peuvent désormais traiter le pétrole lourd. En 2015, l'écart de prix a été ramené à 15 USD le baril et, selon nous, il continuera de se rétrécir. En 2016, les exportations devraient prendre du mieux, le cours du WTI devant progresser pour se fixer en moyenne à 71 USD le baril. Cette hausse et les gains en volume annuleront l'impact négatif de l'appréciation du dollar canadien en 2016.

La relative abondance du gaz naturel de schiste bon marché aux États-Unis pèse sur les cours du Henry Hub. Ce faisant, les cours fléchiront de 28 % cette année pour se fixer en moyenne à 3,10 USD/Mbtu, mais ils effectueront une modeste remontée à 3,55 US/Mbtu en 2016. Les stocks américains sont considérables. Aux États-Unis, les producteurs ont réduit le nombre de puits. Malgré tout, la production peut répondre à la demande en raison d'une exploitation plus efficace des puits, ce qui laisse à penser que les possibilités sont limitées pour les producteurs canadiens. Nous escomptons donc un repli de 23 % des exportations de gaz naturel cette année, qui sera suivi d'un bond de 9 % en 2016 grâce aux gains sur les cours.

Par ailleurs, les exportations de charbon enregistreront une croissance de 2 % en 2015 et de 4 % en 2016, à la faveur de l'effet d'une modeste progression des cours et des volumes vers les marchés émergents et développés. Le redressement des exportations d'électricité cette année et l'an prochain s'expliquera par la poursuite de la reprise aux États-Unis.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
142,0 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 2,7 %
2014 : 2,0 %

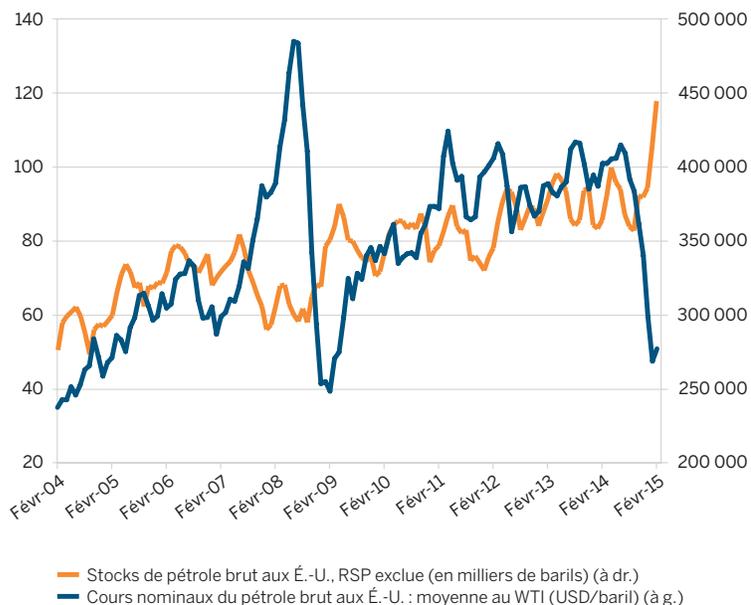
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
28,9 %

Répartition du secteur par province :

NL	6,9 %
NB	6,0 %
NS	0,5 %
PEI	0,0 %
QC	2,9 %
ON	2,5 %
MN	1,0 %
SK	9,6 %
AB	64,9 %
BC	5,5 %

Sources :
Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 1 : Les stocks américains de pétrole orientent les cours à la baisse



Sources : Haver Analytics, Energy Information Administration

Tableau 5 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	133,1	93,7	15,1	-24	24
Europe occidentale	3,8	2,7	65,6	-18	19
Japon, Océanie et Asie développée	2,3	1,6	-23,2	-3	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,0	0,7	44,2	-15	15
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,2	43,5	2	9
Afrique et Moyen-Orient	0,1	0,1	154,5	-21	23
Asie émergente	1,4	1,0	-30,5	-1	9
Total - Marchés développés	139,3	98,0	15,1	-24	23
Total - Marchés émergents	2,8	2,0	-4,0	-7	12
Total mondial	142,0	100,0	14,7	-23	23

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.2 Minerais et métaux

Malgré la détente des cours et une baisse de la production du minerai de fer, les exportations canadiennes devraient grimper de 4 % en 2015, propulsées par la hausse des volumes de production des métaux et un huard affaibli, qui compenseront les pertes résultant du déclin des cours. L'an prochain, l'appréciation du huard, l'effritement des gains attribuables à l'augmentation des cours et la croissance des volumes limiteront l'essor des exportations à 3 % en 2016.

Une offre en hausse et le tassement de la demande chinoise ont ramené les cours du minerai de fer aux niveaux atteints au plus profond de la récession mondiale de 2009. L'industrie devra continuer de composer avec un contexte difficile en 2015. Toutes les grandes sociétés exploitant le minerai de fer s'emploient à réduire leurs coûts et à sabrer leur budget de dépenses d'investissement. En particulier, l'effet global de la fermeture de la mine de Wabush (Scully) l'an dernier et la réduction progressive de l'activité du complexe minier du lac Bloom pèseront sur la production générale cette année. Toutefois, le projet de la rivière Mary devrait entrer en service cette année et intensifier ses activités en 2016. Ce projet de même qu'une augmentation de la production aux projets miniers du lac Carol et du Mont-Wright ramèneront la croissance des volumes à l'export en territoire positif en 2016.

La production dans les mines canadiennes de cuivre et d'or continuera d'augmenter pour atteindre une croissance dans les deux chiffres en 2015 avant de se stabiliser en 2016. La mine Eleonore de la société Goldcorp, située au Nord du Québec, a commencé sa production aurifère à la fin de 2014 et contribuera le plus aux gains de volumes cette année. Les exportations de l'industrie de l'aluminium resteront soutenues en 2015, mais elles s'accroîtront en 2016, car le projet minier de Kitimat intensifiera ses activités. L'industrie sidérurgique canadienne a profité de la solide reprise de l'économie américaine et de l'industrie automobile nord-américaine. Toutefois, l'ampleur des capacités excédentaires du secteur sidérurgique aux États-Unis limitera l'essor des ventes des fournisseurs canadiens. Quant à la filière sidérurgique chinoise, elle a inondé le marché mondial de ses stocks excédentaires d'acier et, de ce fait, elle a créé des difficultés supplémentaires pour les producteurs nord-américains. En conséquence, l'annonce faite l'an dernier par le gouvernement chinois relativement au retrait du rabais sur la TVA pour certaines exportations sidérurgiques – mesure qui réduirait considérablement les ventes internationales de la Chine – est une bonne nouvelle pour les producteurs nord-américains.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
72,83 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 10,4 %
2014 : 9,9 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
14,8 %

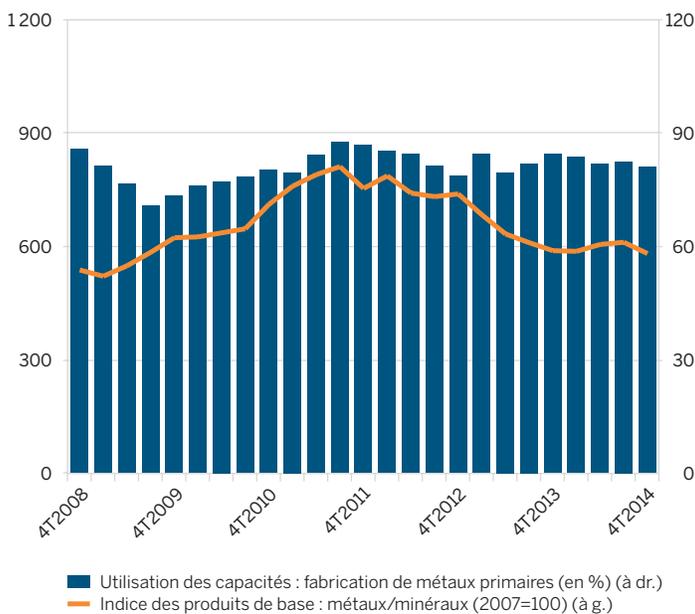
Répartition du secteur par province :

NL	2,9 %
NB	0,7 %
NS	0,4 %
PEI	0,0 %
QC	26,7 %
ON	52,4 %
MN	2,0 %
SK	0,6 %
AB	3,2 %
BC	8,1 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 2 : Métaux et minéraux – Prix et activité (données trimestrielles)



Source : Haver Analytics

Tableau 6 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD 2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	35,0	52,9	11,6	7	3
Europe occidentale	17,6	26,6	11,3	4	5
Japon, Océanie et Asie développée	7,0	10,5	4,4	-3	-9
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	2,1	8,9	3	5
Europe émergente et Asie centrale	0,4	0,6	-18,4	-31	6
Afrique et Moyen-Orient	0,5	0,8	-48,8	-2	-3
Asie émergente	4,3	6,4	-19,4	-9	7
Total - Marchés développés	59,5	90,1	10,6	5	2
Total - Marchés émergents	6,5	9,9	-18,6	-7	6
Total mondial	66,1	100,0	6,8	4	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations du secteur canadien de l'agroalimentaire engrangeront des gains de 8 % 2015, stimulées par le fléchissement du dollar canadien et la croissance modérée des volumes à l'export, dans le contexte d'une demande alimentaire soutenue à l'échelle mondiale. En 2016, les exportations augmenteront d'à peine 1 %. Les volumes de production de la récolte de cette année devraient être inférieurs à ceux de la récolte sans précédent de 2013-2014. Cette réduction sera attribuable à la normalisation des rendements. Les principales récoltes, à l'exception de celle du soja, accusent un repli de la production et des denrées exportables. Cependant, le déstockage assurera le maintien des volumes à l'export.

Les cours des produits agricoles devraient sans doute rester faibles quoique stables au cours des deux prochaines années, si on les compare aux récents sommets. Les marchés mondiaux sont généralement bien approvisionnés, mais cette situation sera en partie équilibrée par les perspectives généralement positives de la demande mondiale. La reconstitution graduelle des troupeaux nord-américains stimulera la demande en nourriture pour les animaux. De surcroît, il y aura une demande robuste et continue en provenance de la Chine adressée au sous-secteur du soja. La montée de la classe moyenne sur certains marchés émergents provoque une envolée de la demande en céréales et en produits carnés. La conclusion d'accords de libre-échange avec l'Union européenne (en cours de ratification) et la Corée du Sud (en vigueur) viendra multiplier les débouchés pour les exportations canadiennes.

Dans la filière viande, la reprise naissante du sous-secteur des troupeaux de bovins au Canada a été menacée par la découverte, en février dernier, d'un cas de maladie de la vache folle en Alberta. Par la suite, le Bélarus, la Chine, l'Indonésie, le Pérou, la Corée du Sud et Taïwan ont temporairement interdit ou limité leurs importations de bœuf canadien. Les effets de cette interdiction ou de ces restrictions devraient être mineurs sur les exportations de viande canadiennes étant donné que ce cas semble avoir été contenu et que les États-Unis et d'autres grands importateurs de bœuf canadien n'ont imposé aucune interdiction.

Le très concurrentiel secteur des aliments transformés et des boissons sera favorisé par un huard moins vigoureux. Dans ce contexte, la valeur des exportations canadiennes devrait gagner 10 % cette année et 5 % en 2016. Dans le sous-secteur des produits de la mer, l'essor des exportations devrait se chiffrer à 17 % en 2015, sous l'action de la solide progression des prix du homard et du crabe alimentée par la demande en provenance du marché américain et de l'Asie. Des gains notables sur le front de l'emploi, les pressions à la hausse sur les salaires et l'appréciation du revenu réel disponible attribuable au fléchissement des prix de l'essence sont les facteurs étayant une amélioration des perspectives pour le consommateur américain. Cette conjoncture est prometteuse pour l'industrie alimentaire canadienne.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
56,3 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 29,7 %
2014 : 30,0 %

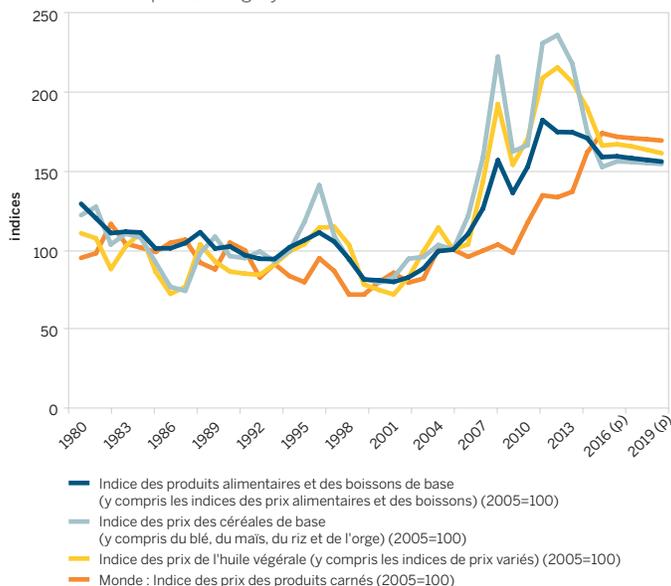
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
11,4 %

Répartition du secteur par province :

NL	1,6 %
NB	2,7 %
NS	2,8 %
PEI	1,0 %
QC	12,4 %
ON	21,9 %
MN	9,9 %
SK	24,7 %
AB	17,1 %
BC	5,8 %

Sources :
Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 3 : Rééquilibrage de l'offre et de la demande mondiales après les pics du mégacycle



Source : FMI/Base de données des Perspectives économiques mondiales (octobre 2014)

Tableau 7 : Prévisions des exportations agroalimentaires, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	29,4	52,2	13,6	9	1
Europe occidentale	3,8	6,7	33,7	-2	-1
Japon, Océanie et Asie développée	6,3	11,1	3,9	6	-2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	4,3	7,6	12,0	3	3
Europe émergente et Asie centrale	1,0	1,9	8,5	4	0
Afrique et Moyen-Orient	3,0	5,3	26,5	7	5
Asie émergente	8,5	15,2	2,1	12	2
Total - Marchés développés	39,4	70,0	13,6	8	0
Total - Marchés émergents	16,9	30,0	8,7	8	2
Total mondial	56,3	100,0	12,1	8	1

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.4 Engrais

Avrès s'être stabilisés l'an dernier, les cours de la potasse devraient s'apprécier en 2015 par suite de l'absorption des capacités excédentaires chez les fournisseurs à faible coût, lesquels devraient demander des prix plus élevés. Le double effet d'un léger renchérissement des cours et d'un huard moins élevé augmentera la valeur des expéditions de 17 % en 2015. En 2016, une autre hausse modeste des prix se traduira par un nouveau bond de 6 % des exportations malgré le faible repli des volumes.

Cette baisse des volumes à l'export sera surtout attribuable au tassement de la demande d'engrais aux États-Unis à partir de 2015, car les agriculteurs auront épuisé leurs stocks, réduit les terres agricoles ensemencées et délaissé la production de maïs nécessitant un recours important aux engrais azotés en raison du recul des cours du maïs. En revanche, les prix profiteront d'un sursaut temporaire en 2015-2016. Les producteurs du Bélarus escomptent leurs produits de façon moins marquée que l'an dernier lorsqu'ils cherchaient à maximiser leurs parts de marché. Les prix seront soutenus par les récentes interruptions à certains grands sites de production, notamment la fermeture de la mine Solimamsk-2 en Russie (3 % de l'offre mondiale) au dernier trimestre de 2014 pour cause d'inondations. La situation est loin d'être réglée et pourrait même s'aggraver au printemps. Dans l'ensemble, le marché des engrais présente une offre excédentaire.

À l'image de la demande américaine, la demande de la Chine adressée au secteur de la potasse devrait sans doute stagner au cours des prochaines années. La Chine dispose de stocks considérables. Les énormes investissements dans les capacités de production intérieure commenceront à porter leurs fruits dès 2015. Sinofert, l'agence publique chinoise de distribution des engrais, a donc entamé l'année en excellente posture pour négocier son prix plancher ainsi que conclure des contrats annuels avec des fournisseurs, dont des exportateurs canadiens.

Au Brésil comme en Asie du Sud-Est, la robuste croissance de la demande ces dernières années est alimentée par l'expansion rapide de la superficie des cultures marchandes. Dans ces deux régions, cette expansion se poursuit, mais elle diminue progressivement en intensité. Au Brésil, le contexte macroéconomique difficile réduira les débouchés. L'acquisition par PotashCorp d'une importante participation dans la société Heringer, un distributeur majeur au Brésil, compte parmi les évolutions positives. Le dynamisme de l'investissement, conjugué à la baisse de la production russe, devrait permettre aux exportateurs canadiens de gagner des parts de marché dans la région.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
6,9 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 29,8 %
2014 : 34,0 %

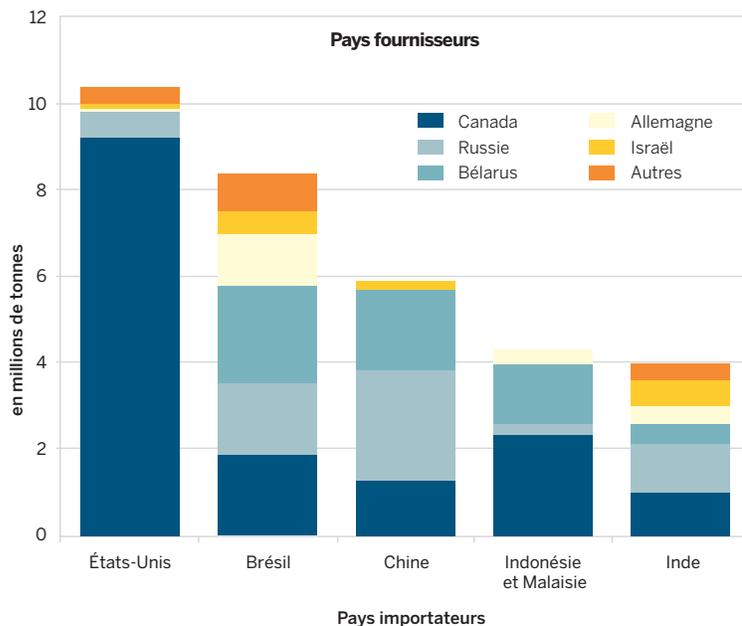
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
1,4 %

Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	3,4 %
NS	0,0 %
PEI	0,0 %
QC	0,3 %
ON	5,5 %
MN	1,6 %
SK	74,7 %
AB	13,4 %
BC	1,0 %

Sources :
Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 4 : Parts de marché des pays importateurs de potasse



Source : UN Comtrade

Tableau 8 : Prévisions des exportations de produits d'engrais, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	4,4	64,6	-12,6	13	4
Europe occidentale	0,0	0,6	29,0	33	14
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,8	13,5	23	9
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	10,5	-20,1	30	7
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,0	-3,6	28	11
Afrique et Moyen-Orient	0,0	0,3	309,7	28	12
Asie émergente	1,6	23,2	-5,5	21	9
Total - Marchés développés	4,5	66,0	-12,1	14	4
Total - Marchés émergents	2,3	34,0	-9,9	24	8
Total mondial	6,9	100,0	-11,4	17	6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.5 Produits forestiers

La faiblesse relative du dollar canadien renforce la compétitivité des entreprises canadiennes. La tenue du huard et la robuste croissance de l'économie et du marché du logement aux États-Unis concourront à un essor de 7 % des exportations forestières canadiennes en 2015. L'effet induit par le repli de notre dollar s'estompera en 2016. Par ailleurs, les retombées de l'infestation du dendroctone du pin diminueront l'offre de produits forestiers ligneux en provenance de la Colombie-Britannique. La croissance du secteur devrait se ralentir à 3 % en 2016.

Avrès le long intervalle nécessaire pour résorber les stocks excédentaires de maisons construites à l'aube de la crise financière, le nombre de mises en chantier aux États-Unis reste résolument en deçà des besoins de remplacement démographiques. Selon les Services économiques d'EDC, la construction de nouvelles maisons frôlera 1,4 million d'unités en 2015 et 1,6 million d'unités l'an prochain, l'offre s'approchant du seuil pour combler l'écart de remplacement. Cette dynamique devrait contribuer à une demande soutenue et solide pour le bois d'œuvre et les panneaux en bois utilisés dans le secteur de la construction.

En Chine, l'ampleur des stocks et la nette dévaluation du rouble russe, qui a rendu les importations de bois d'œuvre russes moins coûteuses que les marchandises canadiennes, affaibliront la demande en produits ligneux du Canada. Cependant, les ventes vers les États-Unis devraient largement compenser ce fléchissement de la demande.

L'industrie forestière de la Colombie-Britannique commence à ressentir les effets des contraintes d'approvisionnement en fibre attribuables aux dommages causés par le dendroctone du pin. La fermeture d'autres installations à moyen terme réduira le volume des exportations de bois d'œuvre de la province, mais elle se traduira par un raffermissement des cours, au gré de la montée de la demande américaine. Les exportations forestières du Québec pâtiront également. Des changements aux politiques, entrés en vigueur en 2013, continueront de réduire les niveaux de récolte d'ici les 20 prochaines années. On s'attend toutefois à ce que les producteurs de l'Alberta combent une partie du manque à gagner.

Les exportations de pâtes et de papier devraient être relativement robustes en 2015, car la faiblesse du huard confère aux entreprises canadiennes un avantage concurrentiel par rapport aux compagnies américaines. Le marché nord-américain du papier journal devrait se contracter, mais la part du Canada devrait y augmenter. Le sous-secteur des pâtes devrait suivre la même tendance, mais l'émergence de fournisseurs internationaux de pâte de feuillus viendra tempérer la croissance des exportations à moyen terme, malgré la montée de la demande en provenance des marchés émergents.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
32,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 20,4 %
2014 : 22,4 %

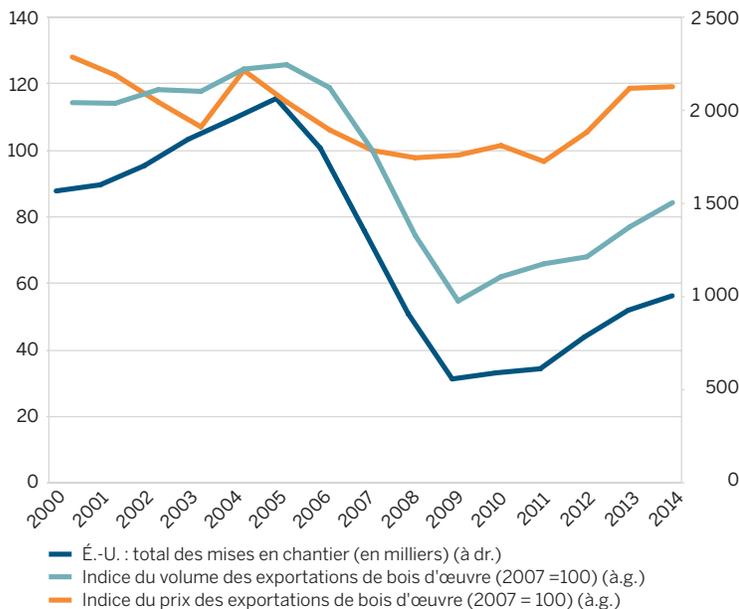
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
6,6 %

Répartition du secteur par province :

NL 0,4 %
NB 5,1 %
NS 2,1 %
PEI 0,0 %
QC 28,0 %
ON 15,4 %
MN 1,5 %
SK 1,4 %
AB 8,4 %
BC 37,9 %

Sources :
Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 5 : La relance du marché américain du logement renforce les exportations canadiennes de bois d'œuvre



Sources : Statistique Canada, Haver Analytics

Tableau 9 : Prévisions des exportations de produits forestiers, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	21,6	66,3	12,4	12	3
Europe occidentale	1,1	3,5	8,0	1	1
Japon, Océanie et Asie développée	2,5	7,8	-1,1	0	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	2,3	-2,3	0	0
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,6	-20,7	-6	-5
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,9	-4,6	-2	2
Asie émergente	6,1	18,6	7,0	-3	5
Total - Marchés développés	25,3	77,6	10,7	10	3
Total - Marchés émergents	7,3	22,4	4,5	-2	4
Total mondial	32,5	100,0	9,2	7	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.6 Produits de l'automobile

La valeur des exportations automobiles canadiennes augmentera de 13 % en 2015 avant de se stabiliser à 1 % en 2016. Les fabricants de véhicules de pièces continueront d'intensifier leurs activités si bien que les exportations profiteront des gains de compétitivité extérieure et des cours pétroliers nettement à la baisse.

Les éléments pour doper l'activité cette année et l'an prochain sont bien en place. L'économie américaine progresse à un rythme rapide qu'on n'avait pas vu depuis des années, poussée par le renforcement des fondamentaux de la demande, sur fond d'une croissance rapide de l'emploi et d'une appréciation du revenu disponible réel en raison de prix de l'essence moins élevés. Par ailleurs, la fermeté de la demande comprimée et la nécessité de remplacer les véhicules, dans un contexte où le financement demeure accessible et abordable, porteront sans doute les ventes de véhicules aux États-Unis aux sommets atteints avant la récession.

La filière automobile canadienne continue de se moderniser, de se rééquiper et de restructurer les lignes d'assemblage de nouveaux modèles plutôt que d'intensifier sa production. Cependant, l'utilisation de la capacité atteint des niveaux historiques sur fond de hausse de la demande, la baisse du coût des intrants – résultant du recul des cours des produits de base – de même que l'amélioration de la compétitivité extérieure devraient inciter les entreprises à réaliser de nouveaux investissements. Honda investit 857 millions de dollars pour accroître l'efficacité de ses installations d'Alliston et être un chef de file dans l'assemblage de la version redessinée du modèle de la Civic. Par ailleurs, Ford a décroché un mandat mondial pour l'assemblage de son véhicule multiségment Edge à l'usine d'Oakville, tandis que Chrysler investit deux milliards dans ses installations de construction des fourgonnettes à Windsor dans le but de concevoir un nouveau modèle remplaçant son Grand Caravan. GM investit 450 millions en vue de préparer et de rééquiper son usine CAMI à Ingersoll pour l'assemblage de la version redessinée du modèle Equinox de Chevrolet. Ce tableau positif sera assombri par la décision de GM de transférer la production du modèle Camaro Chevy de son usine d'Oshawa au Michigan plus tard cette année. La présence du constructeur en Ontario demeure incertaine au-delà de 2016.

L'activité des fournisseurs de pièces restera dynamique, surtout en 2015, ce qui est en phase avec l'activité des équipementiers. À l'instar des constructeurs automobiles, ils devront aussi renforcer leurs capacités de production. La décision de Linamar d'investir 500 millions dans la fabrication de nouvelles transmissions et pièces pour des groupes motopropulseurs plus écologiques est un pas dans cette direction. Bons nombres de nouveaux investissements dans la fabrication des pièces restent dirigés vers le Mexique et le Sud des États-Unis afin d'assurer la collocation avec les grands équipementiers et les livraisons juste-à-temps, ce qui pénalisera les exportations à moyen terme, mais offrira des occasions d'IDCE.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
67,9 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 2,3 %
2014 : 2,9 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
13,8 %

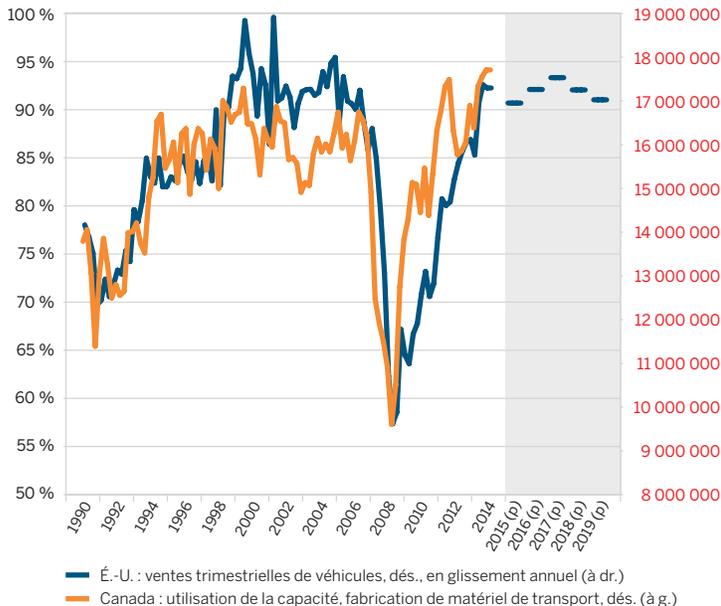
Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	0,0 %
NS	1,7 %
PEI	0,0 %
QC	4,2 %
ON	91,9 %
MN	1,0 %
SK	0,1 %
AB	0,5 %
BC	0,6 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 6 : Le secteur automobile canadien répondra-t-il à la demande américaine croissante ?



Sources : Statistique Canada, WARDS Automotive, IHS Automotive

Tableau 10 : Prévisions des exportations d'automobiles, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	65,6	96,6	8,6	13	0
Europe occidentale	0,2	0,4	7,5	12	2
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,2	2,5	11	0
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	1,4	5,2	13	3
Europe émergente et Asie centrale	0,1	0,1	8,1	10	3
Afrique et Moyen-Orient	0,5	0,8	6,2	20	6
Asie émergente	0,4	0,5	64,7	18	5
Total - Marchés développés	66,0	97,1	8,5	13	0
Total - Marchés émergents	1,9	2,9	13,4	16	4
Total mondial	67,9	100,0	8,7	13	1

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.7 Machinerie et équipement industriels

La machinerie et l'équipement (M-É) industriels comptera parmi les secteurs à l'exportation les plus dynamiques grâce à une croissance de 14 % cette année, puis de 5 % en 2016. La reprise américaine devrait s'accélérer et donc dynamiser la croissance mondiale et bonifier l'investissement. Cependant, les divers secteurs devront composer avec les variations de la demande qui retardera les investissements jusqu'au redressement de la demande et des cours. Selon nous, la croissance continuera de se généraliser l'an prochain.

L'essor des exportations de M-É devrait se fixer à 6 % 2015, sous l'effet des gains de compétitivité induits par les prix, mais il devrait se stabiliser l'an prochain. La demande en tracteurs aux États-Unis sera néanmoins tempérée par les cours plus faibles des céréales. Cette conjoncture viendra abaisser le revenu agricole ainsi que la valeur des terres cultivées, et par la suite éroder la capacité des agriculteurs d'obtenir des cautionnements et de contracter des emprunts dans un contexte de montée des taux d'intérêt.

La dégringolade du dollar canadien, le dynamisme accru de l'industrie automobile américaine et la hausse de 34 % du nombre des mises en chantier en 2015 porteront la croissance de la M-É destinés au travail des métaux et du bois à 30 % en 2015. L'accélération des mises en chantier sur le marché américain vers le seuil des 1,6 million d'unités en 2016 favorisera la trajectoire ascendante des exportations l'an prochain.

Dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, les exportations de M-É céderont 4 % en 2015, mais elles gagneront 4,5 % en 2016. L'investissement dans les secteurs de l'exploitation du pétrole brut et des mines aux États-Unis marquera légèrement le pas, tandis que le déclin de l'investissement dans l'industrie du gaz naturel tire à sa fin. De manière générale, la croissance de ce sous-secteur est pénalisée par de faibles cours et une capacité excédentaire. Cette tendance se manifeste partout sur le globe. Les exportations vers d'autres marchés régionaux suivront donc une trajectoire similaire.

Les expéditions de M-É du sous-secteur des caoutchoucs et des plastiques enregistrent une légère hausse sur les marchés émergents et développés au cours de l'horizon prévisionnel. Cette amélioration s'expliquera principalement par le regain de dynamisme de l'industrie des plastiques alimenté par la progression de la demande des consommateurs ainsi que le robuste dynamisme des secteurs de la construction et de l'automobile. La valeur du dollar canadien aura un effet positif sur la croissance. On devrait par ailleurs constater une vive augmentation des volumes. Les États-Unis, l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen-Orient en seront les principaux bénéficiaires.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
30,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents

2010 : 17,1 %
2014 : 16,1 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
6,2 %

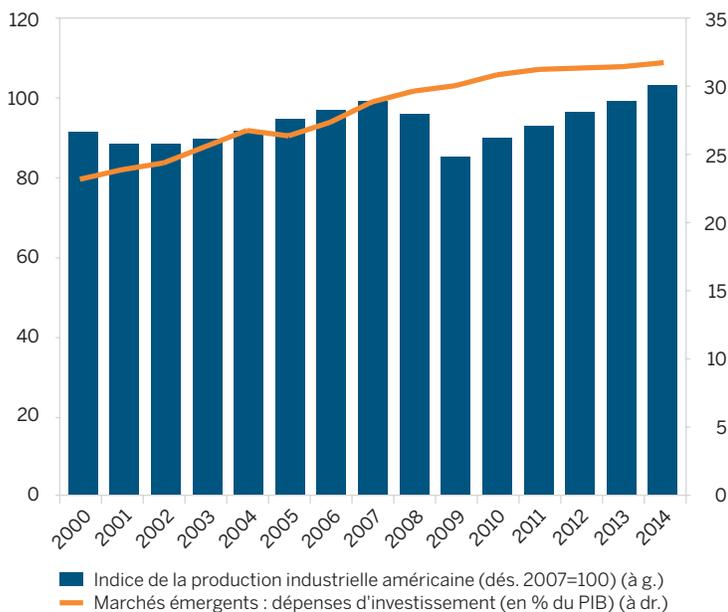
Répartition du secteur par province :

NL 0,1 %
NB 0,8 %
NS 0,5 %
PEI 0,3 %
QC 23,7 %
ON 50,4 %
MN 4,5 %
SK 1,9 %
AB 11,8 %
BC 6,0 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 7 : Indicateurs de la demande en M.-É.



Source : Haver Analytics

Tableau 11 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	21,9	71,4	10,6	17	5
Europe occidentale	2,4	8,0	12,8	8	8
Japon, Océanie et Asie développée	1,4	4,5	6,0	5	1
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	4,7	-2,0	8	5
Europe émergente et Asie centrale	0,8	2,6	-1,0	2	2
Afrique et Moyen-Orient	1,4	4,4	19,1	5	3
Asie émergente	1,3	4,4	1,8	9	4
Total - Marchés développés	26	84	10,6	16	5
Total - Marchés émergents	4,9	16	4,3	6	4
Total mondial	31	100	9,5	14	5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.8 Technologies de pointe

Le secteur des technologies de pointe devrait inscrire une croissance de 17 % cette année, qui descendra à 2 % l'an prochain. Le volume des exportations vers les marchés développés sera un bond considérable en 2015 à la faveur de la faiblesse du dollar canadien et de la relance de l'économie américaine. Cela dit, la concurrence féroce que se livrent les divers acteurs du secteur et la tendance affirmée à déplacer la fabrication dans les économies où les coûts sont moindres ramèneront la croissance nominale à des niveaux plus modérés en 2016.

La hausse des dépenses de consommation et des investissements des entreprises dans les mises à niveau des réseaux favoriseront une légère augmentation des volumes à l'export vers le marché américain. Cependant, la tenue générale des exportations profitera surtout d'une croissance induite par les prix et liée au recul du dollar canadien cette année. Les ventes à destination de l'Europe, deuxième marché du Canada, resteront déprimées en raison d'une croissance en berne dans la région. Par contre, les expéditions vers l'Asie, où le nombre d'abonnés de services sans fil augmenterait à un rythme exponentiel, sont bien placées pour connaître un rapide essor. D'ailleurs, on estime que la Chine et l'Inde réunies ajouteraient chaque trimestre 75 millions de nouveaux abonnés du sans-fil. Les exportations canadiennes du secteur des télécommunications devraient observer leur essor le plus rapide sur les marchés émergents. Toutefois, les États-Unis demeureront la principale destination de ces exportations au cours des années à venir, surpassant les gains réalisés sur les marchés émergents.

Le sous-secteur des semi-conducteurs devrait se redresser par rapport aux creux atteints en 2013, sous l'action du raffermissement de la demande des consommateurs à l'égard des appareils électroniques. Cette croissance devrait être soutenue en 2015. Les perspectives de ce sous-secteur seront largement tributaires de la R-D ciblant de nouvelles technologies de pointe ayant pour objectif de maintenir la capacité concurrentielle.

De manière générale, le secteur des technologies de pointe s'oriente désormais vers des segments non traditionnels, comme les instruments de mesure et de navigation, en délaissant la filière des communications sans fil, qui est aux prises avec des difficultés. Les activités d'exportation gagnent du terrain dans plusieurs sous-secteurs, notamment le matériel électrique ainsi que des appareils de mesure et d'essai, très porteurs pour les entreprises canadiennes. Au sein des technologies de pointe, le sous-secteur des instruments médicaux et de navigation a inscrit la plus forte croissance, la majorité de ces exportations prenant la direction du marché américain. Toutefois, dans un contexte de saturation du marché américain, les entreprises commenceront à se tourner vers des régions où la demande des consommateurs est en plein essor et où le taux de pénétration du marché est moindre, notamment l'Amérique latine et l'Asie.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :

14,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents

2010 : 15,3 %

2014 : 15,2 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :

3,0 %

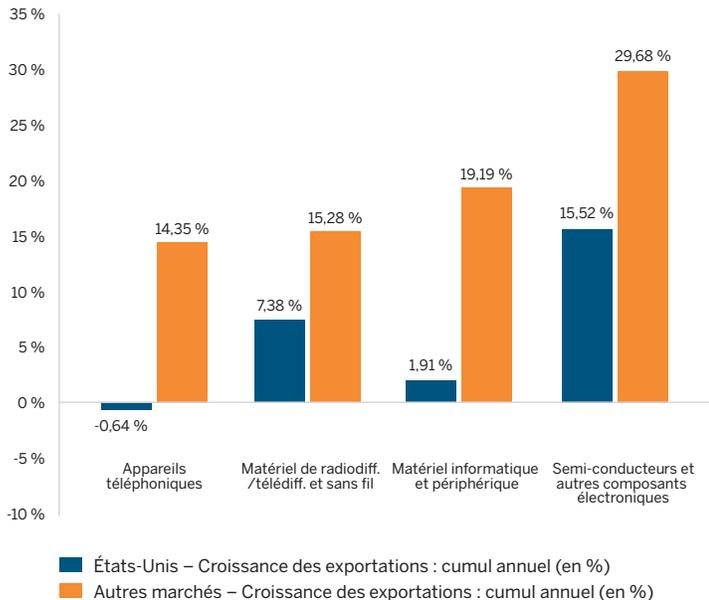
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,3 %
NS	1,2 %
PEI	0,3 %
QC	27,4 %
ON	53,0 %
MN	2,0 %
SK	0,8 %
AB	6,2 %
BC	8,8 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 8 : Hausse du nombre des consommateurs à l'extérieur des marchés traditionnels



Source : Statistique Canada

Tableau 12 : Prévisions des exportations de technologies de pointe, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD	Part (en %) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	9,9	67,6	5,9	21	1
Europe occidentale	1,5	10,5	4,1	7	2
Japon, Océanie et Asie développée	1,0	6,7	9,8	13	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	4,5	0,5	2	7
Europe émergente et Asie centrale	0,2	1,7	-7,6	12	8
Afrique et Moyen-Orient	0,5	3,2	6,6	16	10
Asie émergente	0,8	5,7	5,6	17	4
Total - Marchés développés	12,4	84,8	6,0	19	2
Total - Marchés émergents	2,2	15,2	2,6	12	7
Total mondial	14,6	100,0	5,5	17	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.9 Aéronautique

L'effet d'un dollar canadien en forte baisse favorisera une envolée de 17 % des exportations aéronautiques en 2015. La stabilisation de la valeur du huard, un carnet de commandes bien garni et l'entrée en service des avions de la CSeries propulseront la croissance des exportations aéronautiques à 19 % en 2016. La solidité de la croissance mondiale, l'ampleur des profits des sociétés aux États-Unis et une capacité passagers culminant à des pics historiques sont autant de facteurs étayant le robuste dynamisme des exportations aéronautiques à moyen terme.

Dans l'ensemble, la filière aéronautique dispose d'une capacité de production à peine suffisante puisque les carnets de commandes des avionneurs atteints des sommets inédits. Ainsi, Bombardier Aéronautique a déclaré à la fin 2014 des commandes à exécuter d'une valeur avoisinant 37 milliards de dollars, dont 243 commandes fermes visant son nouvel appareil de la CSeries. Bombardier poursuit les vols d'essai du nouvel avion dont l'entrée en service est prévue pour le début de 2016. Le nombre d'aéronefs construits devrait s'accroître à moyen terme, ce qui imprimera une vive poussée au volume d'exportations aéronautiques ces prochaines années. L'entrée en service de l'avion de la CSeries et l'ascension des cours mondiaux du carburéacteur à moyen terme devrait se traduire par une hausse du nombre des commandes.

Le marché des avions d'affaire continue de gagner en altitude. Par ailleurs, les importants bénéfices engrangés par les entreprises américaines et les niveaux élevés d'utilisation des avions d'affaires devraient concourir à un raffermissement de la demande à court terme. Cependant, la lenteur de la reprise dans certains segments du marché des avions d'affaires depuis l'éclatement de la crise financière mondiale a poussé Bombardier à « mettre en veilleuse » son programme de l'avion Learjet 85. Cette décision entraînera une révision à la baisse des prévisions antérieures de croissance du volume des avions d'affaires à court terme.

Le dynamisme mondial favorise l'intensification du trafic aérien sur les marchés émergents. En outre, la livraison de nouveaux aéronefs dotés de technologies de pointe a un effet porteur sur les exportations canadiennes des pièces d'avion, de services de formation et de simulateur. La société CAE tire parti de cette embellie de la demande mondiale. Elle a reçu des commandes pour ses simulateurs de vol de la part de l'armée américaine et l'armée de l'air de la Pologne. De plus, elle a créé une coentreprise avec la compagnie aérienne China Eastern qui formera plus de 650 pilotes pour le transporteur au cours des cinq prochaines années.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
14,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 17,1 %
2014 : 16,0 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
2,9 %

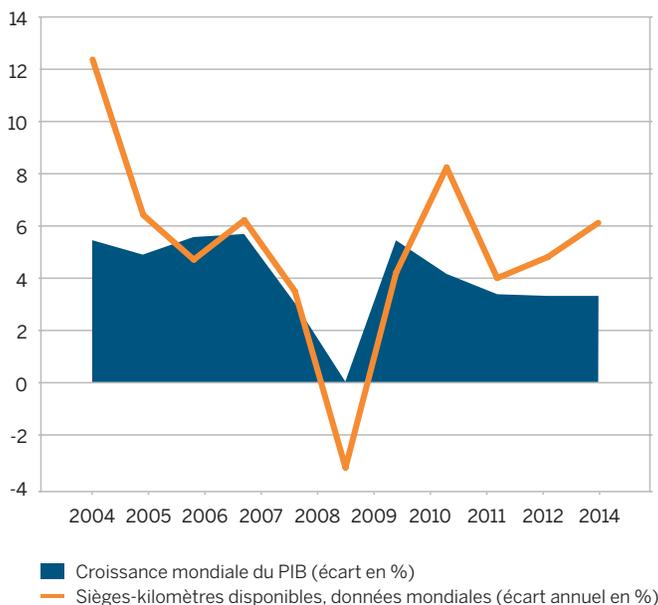
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,0 %
NS	0,4 %
PEI	0,5 %
QC	69,8 %
ON	21,2 %
MN	4,1 %
SK	0,0 %
AB	1,7 %
BC	2,3 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 9 : La croissance mondiale gonfle les volumes de la filière aéronautique



Sources : IATA, FMI, Haver Analytics

Tableau 13 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	9,0	62,4	30,6	21	19
Europe occidentale	2,6	18,3	39,8	17	18
Japon, Océanie et Asie développée	0,5	3,3	-7,7	1	13
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,3	2,4	2,3	13	21
Europe émergente et Asie centrale	0,3	2,0	-37,0	-57	9
Afrique et Moyen-Orient	0,7	4,9	132,9	38	19
Asie émergente	1,0	6,8	18,0	3	-16
Total - Marchés développés	12,2	84,0	30,3	19	19
Total - Marchés émergents	2,3	16,0	20,5	5	18
Total mondial	14,5	100,0	28,6	17	19

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.10 Produits chimiques et plastiques

Les exportations de produits chimiques et de plastiques devraient croître de 4 % en 2015 et en 2016. Ces prévisions tablent surtout sur un huard affaibli, l'évolution du cours des matières premières et des perspectives de la demande mondiale, en particulier aux États-Unis, destination de 80 % de l'ensemble de nos expéditions. Les volumes à l'export du secteur demeureront relativement stationnaires à court terme puisque les entreprises s'emploient toujours à réduire leurs coûts, à accroître leur efficacité et à assurer leur viabilité sur le plan environnemental.

Par ailleurs, les exportations de produits pétrochimiques ont engagé un virage étonnamment positif, car les expéditions vers les États-Unis ont retrouvé les niveaux d'avant la crise au deuxième semestre de 2014. Malgré le recul marqué des cours pétroliers, le prix des produits pétrochimiques devrait éviter les effets du déclin du prix des intrants grâce à la chute du dollar canadien, les contraintes de capacité de production et la hausse de la demande en provenance du marché américain, où l'activité manufacturière s'intensifie. Le principal défi pour l'industrie vient de la vive concurrence aux États-Unis, où la montée en flèche de la production de gaz de schiste bon marché rehausse le dynamisme du sous-secteur des produits pétrochimiques au Sud de la frontière et où l'offre croissante pousse les cours à la baisse. Les entreprises canadiennes devraient continuer de se tourner vers le gaz naturel et de diversifier leur gamme de produits pétrochimiques. Pour autant, les coûts en électricité, l'utilisation de la capacité et les pénuries de main-d'œuvre continueront de brider la croissance de cette industrie. Malgré tout, à moyen et à long termes, de possibles expansions et la diversification des produits, surtout dans le sous-secteur de l'emballage, pourraient dynamiser la production des produits pétrochimiques. Globalement, les exportations canadiennes de produits chimiques connaîtront cette année un essor de 5 % qui se ralentira à 2 % en 2016.

La croissance des exportations de plastiques se limitera à 2 % cette année, mais grimpera à 11 % l'an prochain. Les volumes s'orienteront dans le sens de nos perspectives favorables à propos de l'économie et de la consommation aux États-Unis, dont le dynamisme est en partie alimenté par la hausse de 34 % des mises en chantier cette année et l'embellie de 15 % escomptée en 2016. Le recul des cours miniera la croissance en 2015, mais ils se stabiliseront en 2016. L'industrie de l'emballage devrait être bien orientée et continuera de profiter de la trajectoire ascendante des exportations vers le marché américain où la demande vigoureuse a un effet stimulant sur les ventes au détail. L'investissement dans la R-D, en vue de mettre au point des méthodes de production écologiques, constitue un débouché porteur.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
41,6 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 9,4 %
2014 : 9,7 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
8,5 %

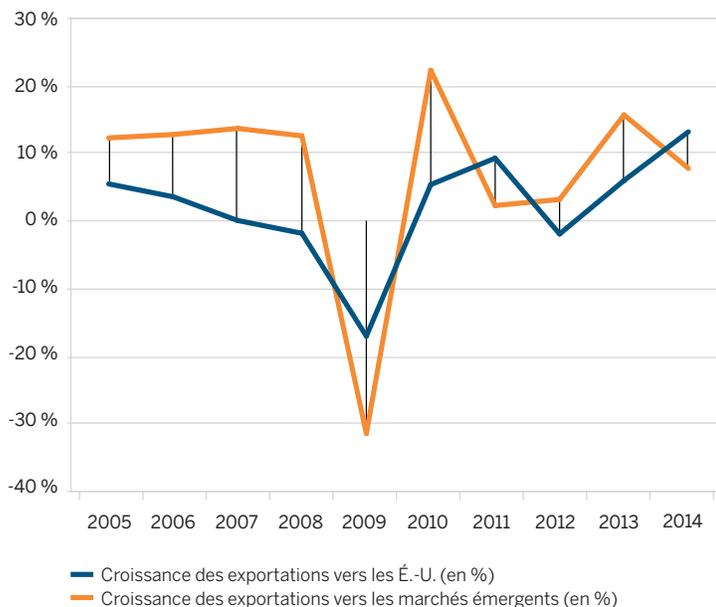
Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	0,3 %
NS	0,9 %
PEI	0,2 %
QC	17,5 %
ON	54,8 %
MN	2,2 %
SK	1,7 %
AB	19,3 %
BC	3,1 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 10 : Reprise des expéditions vers les É.-U.



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 14 : Prévisions des exportations de produits chimiques et de plastiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2014	Part (en %) des exportations 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	32,9	78,9	13,2	5	5
Europe occidentale	3,1	7,5	-2,6	0	4
Japon, Océanie et Asie développée	1,6	3,9	57,4	0	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,5	3,5	9,8	-1	3
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,5	-2,7	-4	5
Afrique et Moyen-Orient	0,4	1,0	17,4	-1	5
Asie émergente	2,0	4,8	5,8	0	3
Total - Marchés développés	37,6	90,3	13,0	4	4
Total - Marchés émergents	4,0	9,7	7,8	-1	3
Total mondial	41,6	100,0	12,5	4	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.11 Biens de consommation

La croissance des exportations de biens de consommation avoisinera 12 % cette année avant de se modérer à 5 % en 2016. Ce secteur se compose de nombreuses catégories de produits, dont près de 80 % sont expédiés aux États-Unis. Nos perspectives généralement positives pour le secteur des biens de consommation se fondent sur la solidité de la reprise de l'économie américaine et la faiblesse du huard qui devrait améliorer la compétitivité extérieure des entreprises canadiennes.

Le nombre de mises en chantier aux États-Unis devrait s'accroître de 34 % cette année. Les retombées de ce regain de dynamisme se font sentir du côté des biens de consommation connexe au logement, ce qui contribue à la progression des exportations du secteur. L'évolution de ces biens, notamment les armoires de cuisine et d'autres biens de consommation durables, suit généralement de près celle des mises en chantier. Comme plus de 90 % des exportations connexes à l'industrie du logement prennent la direction des États-Unis, la reprise du marché immobilier se répercutera sur la tenue de ce secteur.

Avrès avoir décliné pendant la majeure partie de la dernière décennie, les exportations de vêtements se seraient enfin stabilisées et auraient renoué avec la croissance grâce à un remarquable bond de 14 % l'an dernier, et elles devraient réaliser des gains de 4 % cette année et de 2 % l'an prochain. Le taux de change favorable donnera un coup de pouce aux fabricants de vêtements canadiens. L'industrie délaisse de plus en plus la production de volume élevé pour cibler les marchés à créneaux de bien haut de gamme. Enfin, les exportations de la catégorie des autres biens de consommation, englobant le matériel médical et les articles de sport, maintiendront leur trajectoire ascendante alors même que les exportations de l'édition du livre ont connu une récente embellie.

Les exportations de bijoux et des pièces d'argenterie, qui comptent pour plus du tiers de ce secteur, suivent généralement une trajectoire de croissance plus instable et sont fortement tributaires de la vente de pièces de monnaie par la Monnaie royale canadienne. En raison des cours déprimés de l'argent et de l'or, ces exportations ont chuté de 25 % l'an dernier. Les effets de cette chute seront ressentis en 2015. Les marchés américain et européen continuent d'être les destinations de la plupart de ces exportations.

Malgré tout, à long terme, l'essor le plus fulgurant du secteur des biens de consommation devrait se produire en Asie émergente et en Amérique latine.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
7,7 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : 4,3 %
2014 : 4,6 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
1,6 %

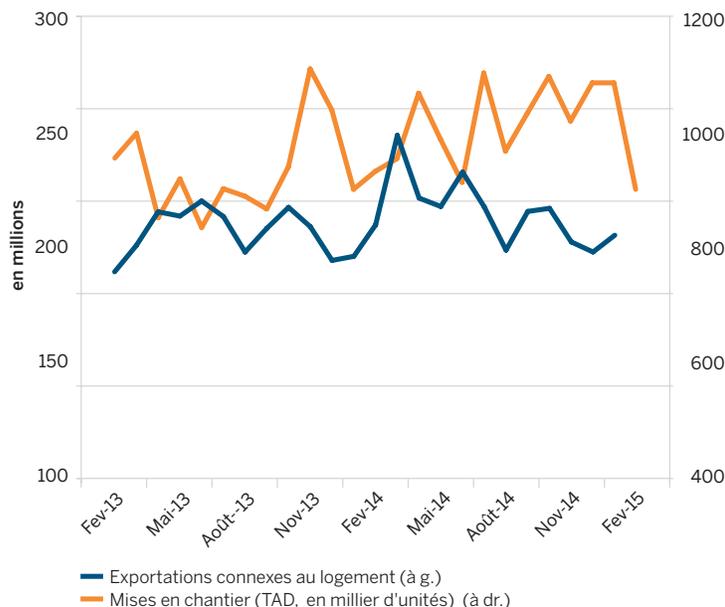
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,2 %
NS	1,0 %
PEI	0,1 %
QC	29,6 %
ON	55,1 %
MN	2,8 %
SK	0,2 %
AB	1,9 %
BC	8,9 %

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 11 : Exportations connexes au logement



Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Tableau 15 : Prévisions des exportations de biens de consommation, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD	Part (en %) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Marchés développés					
États-Unis	5,9	76,7	-4,1	13	3
Europe occidentale	1,0	13,6	-12,9	3	9
Japon, Océanie et Asie développée	0,4	5,1	18,3	3	6
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,1	1,2	17,4	25	11
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,6	-10,9	-4	3
Afrique et Moyen-Orient	0,1	1,4	17,5	20	12
Asie émergente	0,1	1,4	20,4	38	17
Total - Marchés développés	7,3	95,4	-4,5	11	4
Total - Marchés émergents	0,3	4,6	13,9	24	13
Total mondial	7,7	100,0	-3,8	12	5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

3.12 Services

Les exportations du secteur des services afficheront une croissance moyenne de près de 5 % au cours des deux prochaines années, portées par la faiblesse du dollar canadien et une croissance à large assise aux États-Unis. Plus de 80 % des coûts des exportateurs canadiens de services sont acquittés au pays et donc libellés en dollars canadiens. Le huard devant se négocier en moyenne à un taux de 10 % inférieur à celui de l'an dernier (près de 20 % en deçà des niveaux de 2013), les entreprises canadiennes ont vu leurs coûts chuter par rapport aux sociétés américaines, ce qui a amélioré la compétitivité du Canada. Cette amélioration est en phase avec la croissance du PIB américain qui devrait progresser de 3,6 % cette année, puis de 3,3 % en 2016.

À l'instar des autres secteurs d'exportation, la croissance rapide à long terme du secteur des services réside dans sa capacité de se diversifier vers de nouveaux marchés d'exportation. Les entreprises canadiennes auraient donc tout intérêt non seulement à tirer profit du raffermissement de la demande américaine, mais aussi à s'implanter sur les marchés émergents. Par rapport aux exportateurs de biens, les exportateurs du secteur des services sont nettement moins tributaires des consommateurs américains, destinataires d'à peine 56 % des exportations canadiennes de services, contre 77 % pour tous les biens exportés. La part des services au tableau des exportations a peu évolué depuis 2006 si bien que ce secteur gagnerait à se diversifier davantage.

Les services commerciaux représentent de loin le plus important sous-segment des exportations de services au Canada, sa contribution représentant les deux tiers du total. Conformément à nos prévisions de l'automne dernier, le boom de la construction américaine favorisera une augmentation des exportations de services de gestion, consultatifs et immobiliers. Les services de télécommunications et technologiques ont affiché une croissance à l'exportation nulle, mais ces sous-secteurs devraient connaître un essor modeste puisque les compagnies américaines doivent investir pour accroître leur capacité de production. Par ailleurs, les services de transport devraient réaliser une croissance moyenne de 3 % au cours des deux prochaines années.

Les services de voyage offriront la performance la plus éclatante du secteur. Le segment des voyages d'affaires verra son activité s'intensifier à la faveur du dynamisme accru de l'économie américaine, mais l'essor sera plus marqué dans le segment des voyages personnels étant donné que le contexte favorise désormais une hausse du nombre de touristes américains. En effet, le consommateur américain affiche une confiance disparue depuis des années, le prix de l'essence a chuté et, plus important encore, la vigueur actuelle du billet vert, par rapport à celle d'il y a deux ans, a accru de près de 20 % le pouvoir d'achat dans les secteurs de la restauration, du divertissement et de l'hébergement.

STATISTIQUES SECTORIELLES

Exportations internationales (2014) :
24,2 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2010 : S.O.
2014 : S.O.

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2014) :
16,2 %

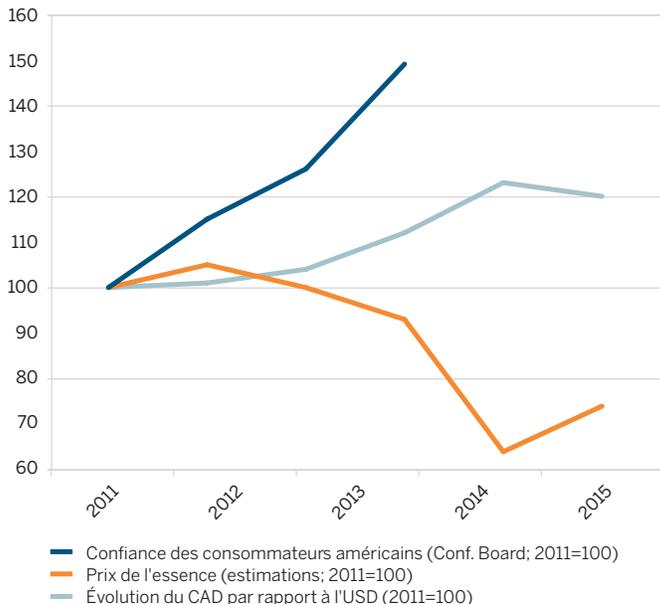
Répartition du secteur par province :

NL	S.O.
NB	S.O.
NS	S.O.
PEI	S.O.
QC	S.O.
ON	S.O.
MN	S.O.
SK	S.O.
AB	S.O.
BC	S.O.

Sources :

Statistique Canada,
Services économiques d'EDC

Graphique 12 : Le tourisme dopé par la confiance, le recul du prix de l'essence et l'appréciation du billet vert



Source : Haver Analytics

Tableau 16 : Prévisions pour les exportations canadiennes de services

	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
Total des exportations de services (M\$)	89 995	92 542	95 190	100 150	104 136
Variation annuelle en %	6,7	2,8	2,9	5,2	4,0
Services commerciaux (M\$)	57 046	58 697	59 699	61 549	64 078
Variation annuelle en %	8,5	2,9	1,7	3,1	4,1
Services de transport (M\$)	14 031	14 194	14 671	15 201	15 686
Variation annuelle en %	3,3	1,2	3,4	3,6	3,2
Service des voyages (M\$)	17 388	18 200	19 295	21 833	22 764
Variation annuelle en %	4,6	4,7	6,0	13,2	4,3
Services gouvernementaux (M\$)	1 530	1 451	1 525	1 568	1 607
Variation annuelle en %	-2,4	-5,2	5,1	2,8	2,5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique



4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique



L'effondrement des cours énergétiques éclipsera cette année la fermeté de la demande extérieure et fera stagner la croissance des exportations. Cette performance est à des lieues des exportations non énergétiques qui devraient inscrire des gains généralisés à l'ensemble des provinces. En 2016, la croissance globale devrait redémarrer et s'accélérer au rythme de 8 % à la faveur du maintien de la demande américaine et mondiale ainsi que d'une reprise partielle des cours de l'énergie.

En 2015, l'Alberta sera la plus éprouvée des provinces canadiennes, car ses exportations accuseront un recul de 17 %. L'instabilité persistera l'an prochain, mais elle sera bien orientée, car l'ascension des cours et des volumes de l'or noir orchestreront un solide rebond des exportations. La dynamique sera sensiblement la même à Terre-Neuve-et-Labrador où les exportations chuteront de 14 % cette année avant que la remontée des cours pétroliers et des métaux favorisent une poussée des exportations dans les deux chiffres en 2016. Comme leur économie est sujette aux inflexions des cours énergétiques, les exportations du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan suivront une trajectoire de croissance similaire. Or, au-delà des conséquences du fléchissement des prix de l'énergie, les perspectives seront franchement plus optimistes pour ces deux provinces en 2015.

Les provinces où le secteur manufacturier est prépondérant présenteront un portrait nettement différent puisque le huard faiblard et la relance de la demande américaine y seront les principaux ressorts de la croissance. Forte d'un essor de 10 %, l'Ontario dominera le classement provincial pour la performance à l'export. Cet élan se modérera cependant à 2 % à 2016, à mesure que se font sentir les contraintes de capacité de l'industrie automobile et que s'estompent les effets positifs d'un dollar canadien moins vigoureux. La belle province profitera quant à elle de perspectives d'une croissance solide et soutenue. En effet, le Québec dégagera la meilleure croissance moyenne sur deux ans de toutes les provinces grâce à l'essor de 7 % de ses exportations. Dans l'économie très diversifiée du Manitoba, le secteur manufacturier permettra aussi à la province d'éviter une croissance à l'export négative en 2015, et ce, malgré une chute de 20 % de ses exportations énergétiques.

En Colombie-Britannique, la mollesse du cours du gaz naturel sera largement compensée par les gains dans des secteurs comme l'agroalimentaire, les minerais, la machinerie et l'équipement de même que la foresterie. Étayées par l'essor continu de ces secteurs et la remontée du cours du gaz naturel, les exportations avanceront encore de 6 % l'an prochain. À l'autre bout du pays, sur l'Île-du-Prince-Édouard, l'industrie des produits chimiques et la filière aéronautique infléchiront positivement les exportations provinciales en portant leur croissance à 9 % en 2015. Enfin, la Nouvelle-Écosse verra ses exportations gagner 7 % cette année sous l'effet du dynamisme de la foresterie ainsi que des sous-secteurs des produits de la mer et des pneus.

Tableau 17 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

PROVINCES	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD 2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	13,0	2,6	9,2	-14	19
Île-du-Prince-Édouard	1,1	0,2	19,6	9	4
Nouvelle-Écosse	5,3	1,1	24,7	7	3
Nouveau-Brunswick	13,0	2,6	-10,4	-10	11
Québec	74,4	15,1	14,7	7	6
Ontario	177,3	36,1	8,0	10	2
Manitoba	13,4	2,7	6,5	2	3
Saskatchewan	35,1	7,1	8,9	-5	7
Alberta	121,4	24,7	17,9	-17	19
Colombie-Britannique	35,5	7,2	6,2	5	6
Territoires	2,2	0,4	24,4	12	8
Total des exportations de biens	491,6	100,0	10,9	0	8

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC, Les données de 2014 sont réelles, celles de 2015 et 2016 sont des prévisions.

* comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada)

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador accuseront en 2015 une forte baisse de 14 % avant de se redresser et de s'établir à 19 % en 2016. Le tassement du cours des produits de base se fera sentir sur les expéditions, et ce, malgré la progression des volumes dans les secteurs du pétrole et des mines. Une part importante du terrain perdu sera regagnée en 2016 à la faveur d'une reprise modérée de l'activité et de l'entrée en service de nouvelles capacités maintes fois reportée.

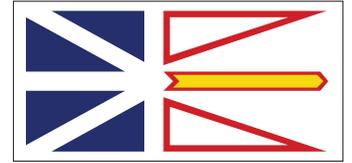
Dans le secteur de l'énergie, les nouveaux gains de production seront annulés par la chute des cours de 93 USD le baril en 2014 à 61 USD le baril en 2015 ainsi que par la baisse de la production dans les puits arrivés à maturité. À long terme, cependant, les nouvelles initiatives de prospection et de mise en valeur qui ont été lancées en 2012 devraient sans doute compenser la diminution de la production attribuable à l'arrivée à maturité de certains puits. Par exemple, le gisement Hebron, qui compte parmi les projets ayant reçu les plus importantes injections de capitaux dans la province cette année, commencera à contribuer aux volumes de production en 2018.

Les perspectives pour les exportations de minerais resteront assombries, car les expéditions devraient céder 3 % en 2015. Cette chute s'explique par la réduction de la production aux sites miniers de Labrador Iron Mines et de Wabush, ainsi que par le tassement des cours. Malgré le déclin persistant du cours des minerais à l'exportation, les investissements du groupe Tata Steel dans la prospection de minerais de métaux devraient annuler une partie de la diminution des volumes et augmenter la production cette année et par la suite. Les nouvelles capacités compenseront le repli de la production aux puits arrivés à maturité et aideront à porter la croissance à 23 % en 2016.

La filière agroalimentaire de Terre-Neuve-et-Labrador, dominée par le segment des produits de la mer, connaîtra une robuste croissance de 17 % en 2015 avant de fléchir de 2 % en 2016. Cette évolution sera surtout à créditer à une légère appréciation des exportations de crevettes et à un huard faiblard. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Corée du Sud, récemment ratifiée, viendra dynamiser les exportations, tout particulièrement celles du segment des produits de la mer comme la crevette et le crabe.

Parmi les autres segments à l'exportation de la province, on compte une vaste gamme de produits provenant notamment de sous-secteurs comme la machinerie, les pièces pour véhicules motorisés et l'aéronautique. Selon nous, les exportations de cette catégorie diversifiée devraient nettement tirer parti en 2015 de la chute du dollar canadien avant de modérer la cadence en 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
35,8 G CAD

Exportations/PIB
43,0 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
8,6 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 52,7 %
Italie 11,5 %
Royaume-Uni 7,0 %
Pays-Bas 5,0 %
Chine 4,7 %

Part des exportations vers les marchés émergents

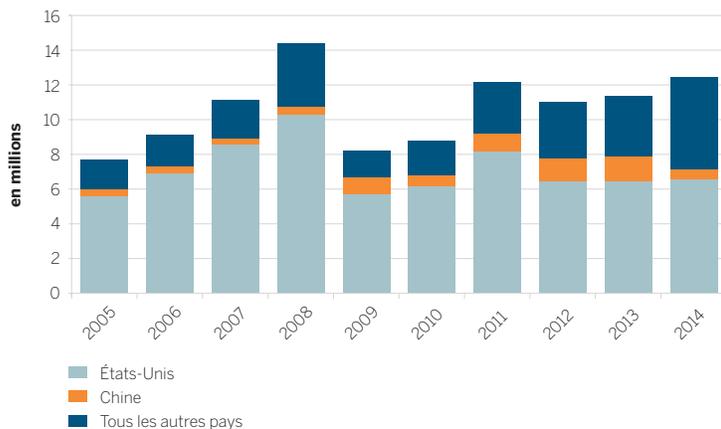
2014 : 12,1 %
2009 : 14,7 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 59,6 %
Diversification régionale : 31,1 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 13 : Les marchés traditionnels en perte de vitesse – La diversification dynamise la croissance



Source : Industrie Canada

Tableau 18 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Énergie*	9 799	75,3	27,0	-20	21
Métaux, minerais et autres produits industriels	2 114	16,2	-33,7	-3	23
Agroalimentaire	893	6,9	5,9	17	-2
Foresterie	117	0,9	14,4	4	1
Autres	93	0,7	31,2	12	6
Total	13 016	100,0	9,2	-14	19
Total des exportations non énergétiques	3 216	24,7	-23,5	3	14

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

* Nota – Historique des exportations d'énergie et prévisions fournis par les Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.2 Île-du-Prince-Édouard

Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard devraient avancer de 9 % en 2015 sous l'impulsion d'un dollar canadien moins vigoureux et le raffermissement de la demande mondiale adressé aux sous-secteurs des produits chimiques pharmaceutiques et des aux pièces d'avions. La croissance à l'export de la province atteindrait les deux chiffres si l'on excluait la performance atone de son industrie agroalimentaire. En 2016, les Services économiques escomptent une légère appréciation du huard qui maintiendra la croissance à l'export au modeste taux de 4 %.

L'effet de change renforcera la compétitivité des entreprises du secteur manufacturier de l'Île, dans un contexte de montée en puissance de l'économie américaine. En pareil contexte, les exportations aéronautiques monteront en flèche pour inscrire une croissance de 28 % en 2015. La machinerie industrielle connexe empruntera la même trajectoire ascendante en enregistrant une croissance de 13 % durant la même année. En 2016, la mise à niveau des installations d'un grand acteur de la filière aéronautique et les efforts fructueux d'implantation de l'industrie sur de nouveaux marchés permettront porteront la croissance des exportations de machinerie et d'équipement industriels respectivement à 7 % et à 3 %.

Contrairement au secteur manufacturier, l'industrie agroalimentaire connaîtra uniquement un modeste essor de 4 % en 2015 et en 2016. Les conflits ouvriers aux installations portuaires dans la région de l'Ouest des États-Unis au début de 2015 ont bridé les ventes de pommes de terre et de frites sur le marché américain et augmenté l'offre de pomme de terre au Sud de la frontière. La production accrue au Texas exercera aussi des pressions à la baisse sur les prix. Un dollar canadien moins élevé contribuera à la réalisation de modestes gains à l'export, mais le sous-secteur de la pomme de terre affichera tout de même une performance inférieure aux attentes compte tenu des perspectives très favorables pour les dépenses de restauration aux États-Unis en 2015. Selon nous, la normalisation des conditions de l'offre étayera une remontée des prix en 2016. Par ailleurs, on pourrait assister à une montée de la demande en frites de la part de la Corée, le deuxième importateur de frites de l'Île-du-Prince-Édouard l'an dernier, à la faveur de l'entrée en vigueur en janvier dernier de l'Accord de libre-échange Canada-Corée.

Dans le secteur des produits de la mer, le prix du homard vivant et transformé sera appuyé par le resserrement de l'offre dans l'État du Maine en raison des épisodes de grand froid ayant sévi plus tôt cette année. Cependant, les entreprises de transformation du homard, qui font appel à des travailleurs étrangers temporaires, pourraient avoir du mal à recruter le personnel voulu compte tenu de la nouvelle réglementation en vigueur. Dans ce contexte, la tenue des exportations de produits de la mer sera décevante, et ce, malgré la fermeté des prix. En 2016, les prix seront orientés à la baisse à mesure que l'offre de homard revient à des nouveaux habituels. Les perspectives à moyen terme restent très favorables pour les exportations de homard puisque les efforts investis dans la mise en marché en Chine et en Corée se traduiront par une augmentation des expéditions.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
5,8 G CAD

Exportations/PIB
20,2 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
0 G CAD

Principales destinations des exportations

États-Unis 64,2 %
France 4,0 %
Corée du Sud 3,6 %
Australie 2,7 %
Japon 2,3 %

Part des exportations vers les marchés émergents

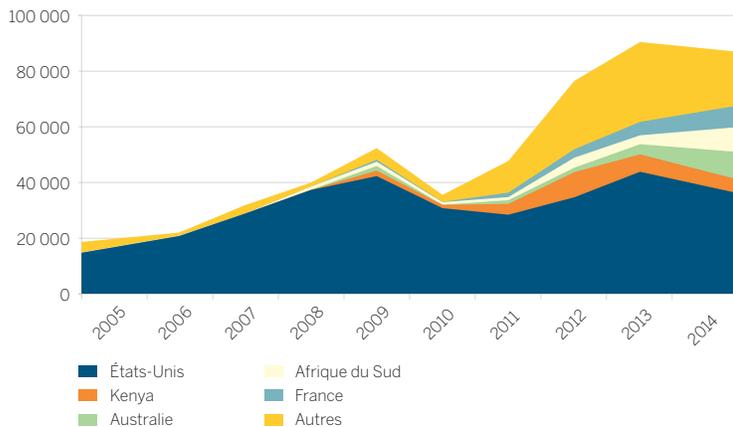
2014 : 12,4 %
2009 : 10,9 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)

Diversification sectorielle : 28,1 %
Diversification régionale : 44,1 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 14 : Poursuite de la diversification des exportations aéronautiques de l'Î.-P.-É (en milliers de CAD, totaux annuels)



Sources : Industrie Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 19 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	585,0	55,0	10,3	4	4
Produits chimiques/plastiques	101,6	9,5	75,3	15	10
M-É industriels	95,7	9,0	0,2	13	3
Avions et pièces	72,5	6,8	11,4	28	7
Autres	209,7	19,7	48,7	9	4
Total	1 064,5	100,0	19,6	9	4
Total des exportations non énergétiques	1 061,9	99,8	19,3	9	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.3 Nouvelle-Écosse

D'après les Services économiques d'EDC, les exportations de la Nouvelle-Écosse grimperont de 7 % en 2015 et de 3 % 2016 surtout à la faveur d'un dollar canadien plus faible et d'une robuste demande américaine. Alors que l'an dernier le sursaut de la croissance provenait surtout de la progression des exportations de gaz naturel – les activités de production du complexe Deep Panuke atteignant leur rythme de croisière –, on s'attend à un essor plus équilibré des exportations au cours des prochaines années dans des secteurs comme les pneus pour véhicules automobiles, les produits de la mer et la foresterie.

Dans l'agroalimentaire, les exportations devraient monter de 22 % cette année grâce à un dollar canadien moins gaillard et à l'appréciation des prix du homard vivant. La solide demande pour les produits de la mer en provenance de l'Asie (la Corée du Sud ayant ratifié un accord de libre-échange avec le Canada en janvier 2015) restera le moteur de la diversification des destinations d'exportation. D'ailleurs, cette tendance est confirmée par l'investissement accru des sociétés chinoises dans le secteur de la transformation des poissons et des fruits de mer de la Nouvelle-Écosse.

Pour ce qui est du secteur de l'automobile et des pièces automobiles, dominé par Michelin, il affichera une croissance de 14 % cette année et de 3 % l'an prochain. Malgré la perte de certains emplois à l'usine Granton, Michelin investit dans la modernisation d'un autre site afin de répondre à la demande grandissante de véhicules poids lourd et de véhicules utilitaires sport (SUV).

La croissance moyenne annuelle des exportations forestières de la province s'établira à 7 % cette année et à 3 % 2016. Cette croissance devrait pour l'essentiel être alimentée par la filière du bois d'œuvre, car les mises en chantier aux États-Unis devraient bondir de 34 % en 2015 et de 15 % l'an prochain. Toutefois, les contraintes de capacité aux usines actuelles entraveront les possibilités de développement de ce secteur.

Les exportations de gaz naturel perdront un tiers de leur dynamisme cette année et poursuivront leur trajectoire descendante au cours des prochaines années, car le complexe Deep Panuke doit composer avec des problèmes d'alimentation en eau et devient un producteur saisonnier. Au-delà de l'horizon prévisionnel, la Nouvelle-Écosse sera un importateur net d'énergie pendant un certain temps. En effet, le projet de l'île de Sable doit cesser ses activités dans quelques années et d'autres grands projets de GNL comme celui de Bear Head n'entreront en service que d'ici quelques années.

Au tableau des exportations de la Nouvelle-Écosse, l'aéronautique et les produits biochimiques retiendront l'attention puisque des entreprises investissent dans ces deux secteurs en vue d'intensifier leurs activités et ainsi répondre à la montée de la demande étrangère.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
39,1 G CAD

Exportations/PIB
20,0 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(2,5) G CAD

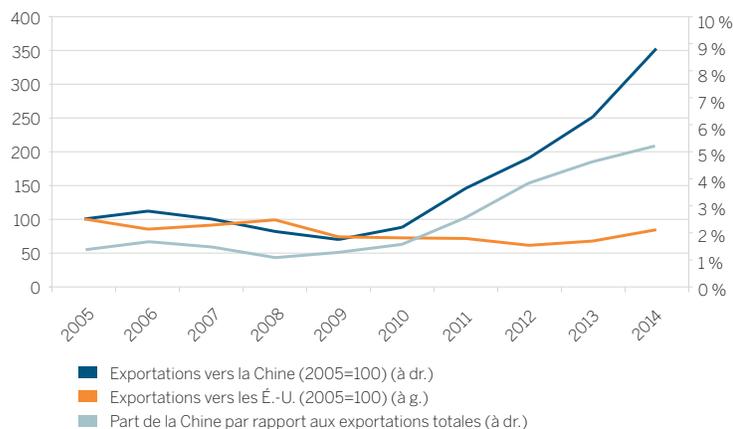
Principales destinations des exportations
États-Unis 72,9 %
Chine 5,3 %
Indonésie 2,0 %
Royaume-Uni 1,6 %
Pays-Bas 1,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 12,7 %
2009 : 6,9 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 14,6 %
Diversification régionale : 54,7 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 15 : Diversification des exportations – Chine contre États-Unis



Source : Statistique Canada

Tableau 20 : Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	1 582	30,0	18,7	22	-2
Pièces pour véhicules automobiles	1 123	21,3	9,0	14	3
Énergie	713	13,5	334,4	-43	6
Foresterie	672	12,8	5,1	7	3
Autres	1 179	22,4	11,2	9	7
Total	5 269	100,0	24,7	7	3
Total des exportations non énergétiques	4 556	86,5	12,1	14	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick**
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.4 Nouveau-Brunswick

Selon les Services économiques d'EDC, le dynamisme des exportations du Nouveau-Brunswick chutera de 10 % cette année, avant de bondir de 11 % en 2016. Même si la croissance à l'export de la province est plombée par les cours déprimés de l'énergie, les secteurs hors énergie devraient inscrire des gains de 12 % en 2015 et de 4 % en 2016. Un huard moins vigoureux et une demande robuste en provenance du marché américain sont les deux principaux facteurs étayant les prévisions généralement positives pour les secteurs de la foresterie, de l'agroalimentaire et des métaux.

Les volumes de produits bruts raffinés devraient se redresser après la fermeture inopinée de la raffinerie d'Irving en 2014. Malgré tout, les faibles cours de l'énergie feront plonger les exportations énergétiques de 22 % en 2015. Toutefois, la remontée escomptée des cours en 2016 devrait imprimer un nouvel élan et porter l'essor de ces exportations à 17 %. À moyen et à long termes, l'oléoduc Energy East et la construction potentielle d'installations de GNL bonifieront les volumes à l'export.

L'industrie forestière de la province sera florissante grâce à des gains de 8 % en 2015 et de 4 % en 2016, à la faveur de la vive progression des mises en chantier aux États-Unis. Le relèvement de 20 % de la récolte de bois d'œuvre cette année aidera l'industrie à tirer parti des débouchés présents sur le marché. Cette augmentation s'inscrit dans le cadre d'un contrat comportant la mise à niveau prévue des installations de J. D. Irving au coût de 513 millions de dollars – un investissement qui aura un effort porteur sur la croissance du secteur. Par ailleurs, l'essor des exportations de pâtes et de papier journal se modérera durant l'horizon prévisionnel.

Dans la filière agroalimentaire, la vigueur de la demande américaine et un huard moins gaillard favoriseront une croissance des exportations de 17 % en 2015. Le dynamisme cette année sera insufflé par une offre moins élevée de homard et de saumon d'élevage qui fera monter les prix. Les exportations de homard congelé enregistreraient une croissance encore plus forte si ce n'était de l'application de la nouvelle réglementation limitant le nombre de travailleurs temporaires étrangers. En 2016, l'appréciation du huard, conjuguée à la chute des prix du saumon et du homard, empêchera tout gain supplémentaire.

Les exportations de potasse connaîtront une vive croissance en 2015 et en 2016. Cette croissance devrait atteindre 8 % cette année grâce à l'ascension des cours et à la mise en activité complète de la mine Picadilly. Les cours de la potasse augmenteront de nouveau en 2016. Cette conjoncture incitera la province à maintenir une production maximale.

Pour ce qui est du secteur des métaux, le lancement des activités à la mine Caribou permettra au secteur de dégager une croissance à l'export de 7 % en 2015, puis de 4 % en 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
31,9 G CAD

Exportations/PIB
47,3 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
1,0 G CAD

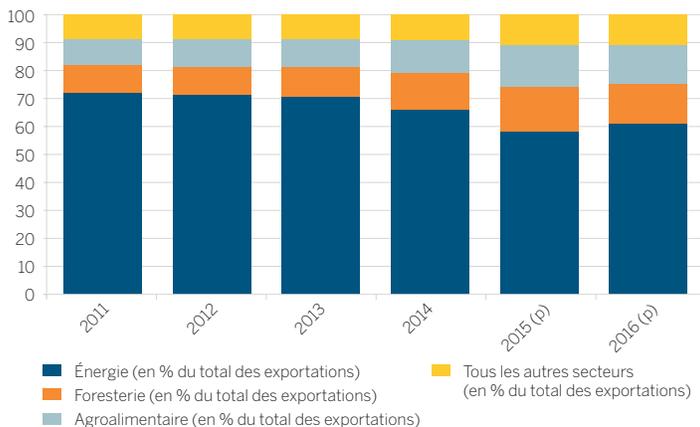
Principales destinations des exportations
États-Unis 91,9 %
Inde 0,7 %
Chine 0,7 %
Turquie 0,6 %
Japon 0,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 5,8 %
2009 : 7,4 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 24,6 %
Diversification régionale : 84,5 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 16 : Les exportations non énergétiques gagnent du terrain



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 21 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Énergie	8 582	66,2	-16,3	-22	17
Foresterie	1 665	12,9	8,3	8	4
Agroalimentaire	1 517	11,7	7,5	17	0
Métaux, minerais et autres produits industriels	479	3,7	-11,4	7	4
Autres	713	5,5	0,1	17	11
Total	12 956	100,0	-10,4	-10	11
Total des exportations non énergétiques	4 905	37,9	4,1	12	4

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec**
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.5 Québec

Les exportations du Québec connaîtront une croissance continue en 2014 et 2015, soit de 8 % et de 6 %, respectivement. La faiblesse du huard est le moteur de cette croissance, suivi de la vigueur continue de l'économie américaine. Le secteur des aéronefs et pièces contribuera le plus aux exportations du Québec au cours de la période de référence.

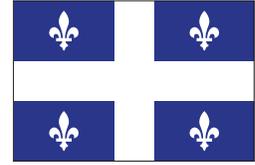
Nous prévoyons effectivement une performance solide pour ce secteur en 2015 et 2016. La baisse du huard entraînera une hausse de 17 % des exportations québécoises en 2015. La croissance s'améliorera et se fixera à 20 % en 2016. Plusieurs facteurs y contribueront, entre autres, la croissance économique mondiale, les profits élevés d'entreprises aux États-Unis, et l'entrée en service des nouveaux avions de la C-Series de Bombardier.

Les exportations de métaux et de minerais grimperont modérément, de 3 % en 2015 et de 2 % en 2016. L'aluminium est la principale sous-composante de ce secteur et devrait augmenter légèrement cette année et en 2016. Certaines alumineries, dont l'aluminerie Alouette, verront leur production croître quelque peu, mais cette hausse sera en grande partie annulée par des déclin ailleurs. Les exportations de minerai de fer se contracteront en 2015 en raison de la faiblesse des cours et de la fermeture de la mine du lac Bloom exploitée par Cliffs Natural Resources. Seul le secteur aurifère augure bien, la mine Eleonore de Goldcorp atteignant l'étape de la production commerciale en 2015.

Le secteur québécois de la foresterie, regroupant les sous-secteurs du papier journal, des pâtes et du bois d'œuvre, verra la croissance de ses exportations se hisser à 6 % en 2015, mais celle-ci sera ramenée à 2 % en 2016. Le bois d'œuvre reste le secteur le plus performant, alimenté par les mises en chantier d'habitations aux États-Unis, qui devraient croître de 34 % cette année. Par contre, les exportations de papier journal et de pâtes continuent de chuter en raison d'une conjoncture de l'offre et la demande moribonde, y compris la fermeture récente de plusieurs moulins québécois.

Les États-Unis demeurent la première destination pour les exportations du Québec, représentant 71 % de ces dernières, la Chine suivant de loin au deuxième rang. Toutefois, comme le reflète le tableau ci-dessous, les exportations vers la Chine connaissent une croissance vigoureuse alors que celles vers les États-Unis stagnent. Ce contraste témoigne de l'importance continue du marché américain pour les exportateurs québécois, et des occasions qui se présentent sur des marchés moins traditionnels.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
362,8 G CAD

Exportations/PIB
25,7 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(10,5) G CAD

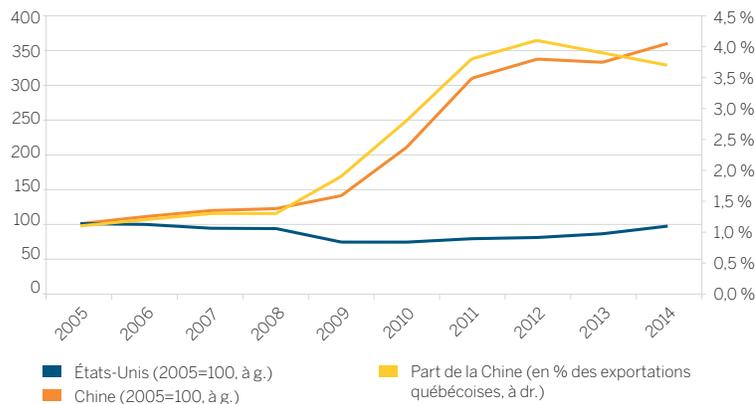
Principales destinations des exportations
États-Unis 71,2 %
Chine 3,7 %
France 1,9 %
Pays-Bas 1,8 %
Japon 1,6 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 13,0 %
2009 : 11,1 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 12,2 %
Diversification régionale : 52,8 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 17 : Essor des exportations vers les États-Unis et la Chine



Source : Statistique Canada

Tableau 22 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Métaux, minerais et autres produits industriels	19 447	26,1	16,1	3	2
Avions et pièces	10 106	13,6	34,9	17	20
Foresterie	9 100	12,2	11,3	6	2
Produits chimiques/plastiques	7 288	9,8	9,8	4	5
Autres	28 453	38,2	10,3	8	4
Total	74 393	100,0	14,7	7	6
Total des exportations non énergétiques	70 233	94,4	15,9	9	6

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario**
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.6 Ontario

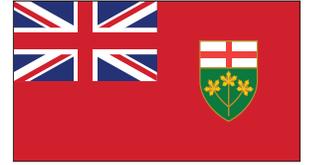
Les exportations de l'Ontario devraient connaître la même solide performance que l'an dernier grâce à une croissance de 10 % en 2015. En effet, le secteur manufacturier profitera des retombées d'un dollar canadien nettement plus faible et de la fermeté de la demande américaine. L'an prochain, l'effet positif sur les prix se dissipera et la dynamique de la demande limitera la croissance au taux plus modéré de 2 %.

En Ontario, l'industrie automobile demeure le premier secteur à l'exportation. Sa croissance de 13 % cette année et de 1 % en 2016 détermine le tableau de la performance de la province. Les conditions de la demande continueront d'être très favorables au fur et à mesure que s'accélère la reprise américaine. En outre, la forte demande comprimée et la nécessité de renouveler le parc automobile, alors même que les sources de financement demeurent accessibles et abordables, porteront les ventes d'automobiles vers le marché américain aux niveaux d'avant la récession. Les constructeurs ont annoncé des investissements considérables, notamment aux installations d'Alliston (Honda) et d'Oakville (Ford). D'ailleurs, Ford a décroché un mandat mondial pour l'assemblage de son véhicule multiségment Edge à l'usine d'Oakville. Cependant, sans l'ajout de capacités supplémentaires, la croissance des volumes sera limitée. Les gains dans les deux chiffres réalisés cette année viendront surtout de l'effet exercé par le taux de change.

La tenue des exportations des complexes miniers de l'Ontario demeurera positive, mais elle sera moins éclatante au cours de l'horizon prévisionnel, les exportations devant gagner 5 % cette année et 1 % 2016. Par ailleurs, les exportations d'acier inscriront des gains modérés en 2015. Un dollar canadien moins élevé et le faible coût des intrants, attribuables à la glissade des cours du minerai de fer et de l'énergie, constitueront de facteurs d'amélioration de la profitabilité des installations sidérurgiques. De plus, la récente annonce du gouvernement chinois de son intention de réduire les mesures incitatives à l'exportation viendra sans doute diminuer la quantité d'acier vendu sur le marché nord-américain et contribuer à une légère appréciation des prix. Pour ce qui est des métaux de base et des métaux précieux, les cours devraient continuer de fléchir en 2015, mais un huard moins gaillard et une intensification de la production minière produiront un taux de croissance positive. L'an prochain, les cours se stabiliseront dans un contexte de ralentissement de la croissance des volumes.

Enfin, pour l'Ontario, nous prévoyons que la machinerie industrielle sera le secteur à l'exportation le plus dynamique pour une troisième année consécutive à la faveur d'une croissance de 16 % en 2015. L'an prochain, la contraction de la demande et un huard plus gaillard modéreront la croissance à 5 %.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
695,7 G CAD

Exportations/PIB
32,6 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(87,9) G CAD

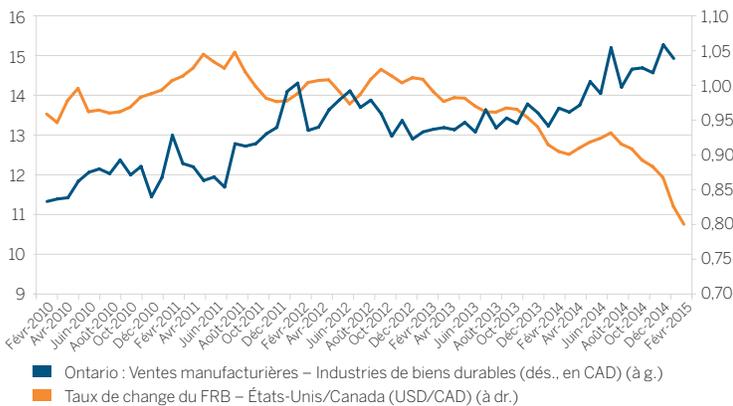
Principales destinations des exportations
États-Unis 79,2 %
Royaume-Uni 6,4 %
Hong Kong 1,8 %
Chine 1,2 %
Mexique 1,2 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 5,6 %
2009 : 6,0 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 20,4 %
Diversification régionale : 63,7 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 18 : Le huard faiblard propulse les ventes manufacturières



Sources : Haver Analytics, Statistique Canada

Tableau 23 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD 2014	Part (en %) des exportations totales de la province 2014	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Pièces pour véhicules automobiles	62 422	35,2	8,0	13	1
Métaux, minerais et autres produits industriels	38 146	21,5	6,0	5	1
Produits chimiques/plastiques	22 795	12,9	13,3	4	4
M-É industriels	15 428	8,7	7,7	16	5
Autres	38 490	21,7	7,1	9	4
Total	177 281	100,0	8,0	10	2
Total des exportations non énergétiques	173 662	98,0	7,8	10	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba**
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.7 Manitoba

La croissance des exportations du Manitoba devrait se ralentir à 2 % 2015, puis s'établir à 3 % 2016. Les cours déprimés de l'or noir pèseront considérablement sur la valeur totale des exportations. Par ailleurs, les exportations agroalimentaires continueront de stagner en 2015 et 2016. On assistera à une baisse des exportations de viande et de blé, mais à une hausse des expéditions d'oléagineux, de récoltes spéciales et de produits alimentaires. Sur une note plus positive, la montée de la demande aux États-Unis et le taux de change favorable donneront une impulsion aux exportations manufacturières.

Le fléchissement des cours pétroliers constituera le choc le plus terrible pour les exportations du Manitoba en 2015, car il retranchera 2 % des exportations totales de la province cette année. Les exportations pétrolières devraient se redresser en 2016 malgré la baisse de la production.

Les exportations de viande porcine et de porcs vivants devraient décliner étant donné que les producteurs américains ont reconstitué leur cheptel après la dévastatrice épidémie de grippe porcine en 2013. Par ailleurs, la demande du côté des importations américaines se modérera et les prix ont déjà entamé une trajectoire à la baisse en raison d'une offre supérieure. Des prix du bétail élevés et la robuste demande pour le bœuf sur le marché américain concourront à une avancée de 1 % de la croissance des exportations en 2015 et en 2016.

Dans la même veine, les exportations de blé devraient se contracter de 11 % en 2015. Malgré une récolte exceptionnelle en 2013, les stocks ont été épuisés puisque les inondations de l'an dernier ont considérablement entravé la récolte et la reconstitution des stocks. De plus, les agriculteurs devraient privilégier les cultures axées sur le recours intensif aux nutriments mais très profitables, notamment le canola, plutôt que le blé dans les zones laissées en jachère en raison des inondations. Ce contexte, conjugué à une hausse de 2 % du cours du canola et à une intensification de la production de soja, devrait favoriser des gains de 3 % des exportations d'oléagineux. Néanmoins, vu l'incidence des baisses des sous-secteurs du blé et de la viande, l'industrie agroalimentaire de la province n'enregistrera aucune croissance en 2015.

En comparaison, l'industrie manufacturière enregistrera de robustes gains. La grappe aéronautique de Winnipeg axée sur les pièces d'avion et les matériaux composites est particulièrement bien placée pour tirer parti de la reprise américaine et d'un huard plus faible. Dans ce contexte, les exportations du secteur grimperont de 22 % en 2015 et de 19 % en 2016. Le constructeur d'autobus New Flyer Industries, qui a dégagé un impressionnant chiffre d'affaires ces dernières années, devrait continuer d'afficher une solide performance grâce à la conclusion d'importants contrats au premier trimestre de 2015, notamment avec la commission de transport du Sud du Nevada. Cette activité florissante devrait aussi créer des débouchés pour une myriade de fournisseurs d'équipements et de services de transport du Manitoba souhaitant aménager leurs propres circuits de vente à l'étranger.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
61,3 G CAD

Exportations/PIB
25,7 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(3,2) G CAD

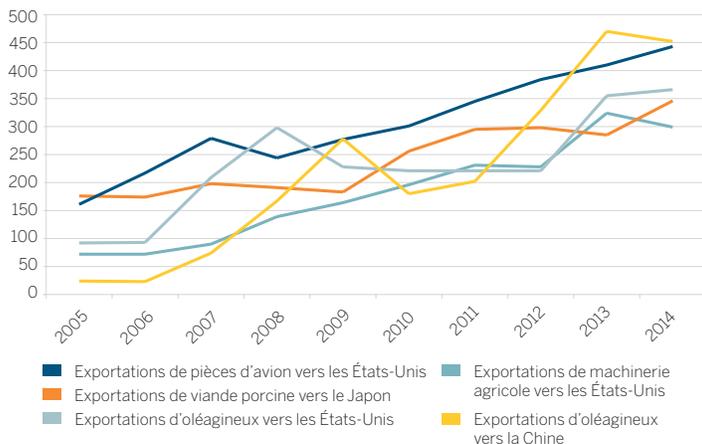
Principales destinations des exportations
États-Unis 67,4 %
Chine 7,5 %
Japon 5,3 %
Mexique 2,6 %
Russie 1,0 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 20,5 %
2009 : 20,3 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 15,8 %
Diversification régionale : 48,0 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 19 : L'agriculture offre la plus éclatante performance à l'export au Manitoba



Source : Statistique Canada

Tableau 24 : Prévisions des exportations de marchandises du Manitoba

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2014	2015 (p)	2016 (p)
Agroalimentaire	5 567	41,7	9,0	0	0
Métaux, minerais et autres produits industriels	1 467	11,0	7,0	6	4
M-É industriels	1 376	10,3	9,0	9	3
Énergie	1 366	10,2	2,4	-20	10
Autres	3 588	26,8	3,2	10	7
Total	13 363	100,0	6,5	2	3
Total des exportations non énergétiques	11 998	89,8	7,0	5	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan**
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

4.8 Saskatchewan

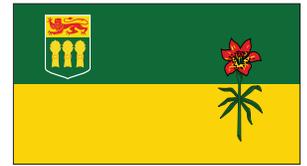
Le dynamisme des exportations de la Saskatchewan faiblira de 5 % en 2015, car le recul des cours pétroliers aura des conséquences négatives sur la croissance. Tous les autres secteurs dégageront une robuste croissance à l'exportation grâce à l'ascension des cours, à des gains généralisés de compétitivité et, dans certains cas, à une production accrue. En 2016, la remontée des cours énergétiques portera l'essor des exportations à 7 %.

La production de pétrole brut devrait s'intensifier durant l'horizon prévisionnel, et ce, malgré la révision à la baisse de projets antérieurs d'investissement. Cependant, le plongeon spectaculaire des cours de l'or noir réduira de 27 % la valeur des expéditions énergétiques de la province en 2015. L'an prochain, on devrait assister à une relance des exportations d'énergie de la Saskatchewan. De fait, les faibles effets de base et l'appréciation des cours induite par une hausse de la demande mondiale favoriseront une croissance à l'export de 20 %. Par ailleurs, les exportations de métaux avanceront progressivement durant l'horizon prévisionnel, en particulier à l'imposante mine du lac Cigar, entrée en service depuis mars 2014, qui augmentera la cadence pour atteindre une production annuelle maximale de 18 millions de livres d'uranium d'ici 2018.

Dans le secteur des engrais, les exportations devraient bondir de 18 % en 2015 et de 5 % en 2016, dynamisées par une conjoncture des prix plus favorable pour la potasse. Cela dit, l'offre continue d'être excédentaire sur les marchés mondiaux, la demande en provenance de la Chine, des États-Unis, du Brésil et de l'Inde piétine, mais la valeur des exportations d'engrais devrait être bonifiée par un dollar canadien moins vigoureux en 2015. L'an prochain, les cours de la potasse devraient augmenter légèrement puisque les producteurs étrangers assumant de faibles coûts limitent leur production et majorent les prix auparavant escomptés dans l'espoir de gagner des parts de marché. De multiples projets existants en Saskatchewan, dont les usines de Rocanville et d'Esterhazy, ainsi que de nouveaux projets comme l'immense complexe minier du lac Jansen entreront en service à moyen terme et contribueront à une hausse des volumes.

La relance de la production agricole propulsera la croissance à l'export à 7 % en 2015. Les gains induits par la faible valeur du huard compenseront largement le tassement général des cours de la plupart des produits agricoles. Malgré les effets négatifs de la météo difficile de 2014 sur les rendements, l'ampleur des stocks exportables constitués lors de récolte exceptionnelle de 2013 permettra à la province de maintenir les exportations de ses principales cultures, en particulier de blé et de canola, en 2015. En 2016, le retour de la croissance vers des niveaux tendanciels se traduira par une croissance modeste de 1 %.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
83,2 G CAD

Exportations/PIB
41,6 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
23,1 G CAD

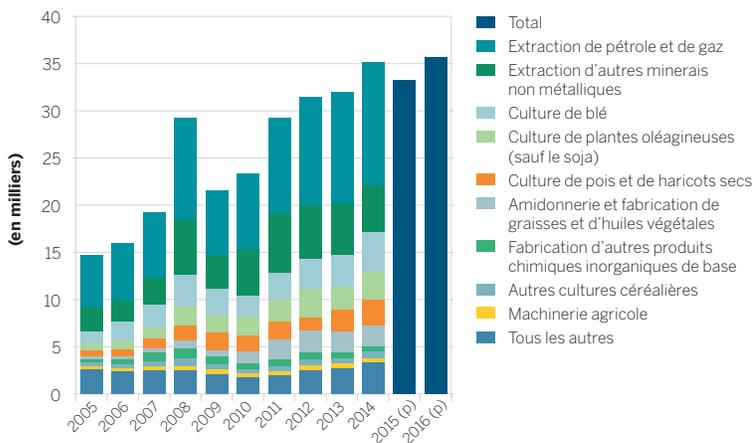
Principales destinations des exportations
États-Unis 64,3 %
Chine 8,0 %
Inde 3,3 %
Japon 2,8 %
Indonésie 2,0 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 28,6 %
2009 : 29,2 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 27,6 %
Diversification régionale : 43,9 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 20 : Le repli des cours pétroliers aura un effet bref et modéré sur les exportations de la Saskatchewan



Sources : Industrie Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 25 : Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Agroalimentaire	13 916	39,6	19,4	7	1
Énergie	13 669	38,9	10,9	-27	20
Engrais	5 117	14,6	-10,7	18	5
Produits chimiques/plastiques	707	2,0	-3,7	4	3
Autres	1 720	4,9	-4,0	8	3
Total	35 129	100,0	8,9	-5	7
Total des exportations non énergétiques	21 460	61,1	7,8	10	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta**
- 4.10 Colombie-Britannique

4.9 Alberta

Les exportations de l'Alberta souffriront de la chute marquée des cours du pétrole brut et du gaz naturel. Dans l'ensemble, les recettes à l'exportation devraient reculer de 17 % cette année, avant de grimper de 19 % en 2016. Le secteur énergétique sera incontestablement le moteur de l'amélioration de la performance générale de la province, mais les exportations des industries non énergétiques brilleront aussi grâce à un essor de 7 % en 2015 et de 3 % en 2016. Tous les secteurs contribueront à la croissance l'an prochain.

Les exportations pétrolières perdront 25 % en 2015, pénalisées par le tassement des cours du brut. Néanmoins, la remontée partielle des cours et des gains de volume porteront la croissance des exportations à 27 % 2016. Les problèmes de congestion pipelinère sont en voie d'être corrigés. Le pipeline Clipper 1 pipeline est déjà en service, et le projet d'ajout de capacités Clipper 2 devrait l'être plus tard cette année ou l'an prochain. Ce faisant, l'escompte sur le cours du Western Canada Select (WCS) et le cours de référence nord-américain WTI a été ramené à 15 USD le baril. Aux États-Unis, on a mené à bien les projets de conversion visant à traiter le pétrole brut lourd et, du coup, supprimer une autre entrave à l'accès du marché ayant contribué à l'écart. Cependant, au début 2015, les stocks américains de brut commercial ont atteint des niveaux inédits et ils augmentent toujours. À mesure que la capacité de stockage diminue aux États-Unis, le pétrole brut albertain pourrait subir de nouvelles pressions sur les prix jusqu'à ce que l'augmentation de la demande fasse redescendre les stocks.

Les exportations de gaz naturel accuseront une chute de 23 % en 2015, mais elles rebondiront de 9 % en 2016. Le repli des cours et des volumes freineront les ventes cette année. La progression des cours du gaz naturel nord-américain reste entravée par les abondantes capacités d'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis, alors que les producteurs canadiens possèdent des capacités limitées d'exploitation du GNL. La province pourrait réaliser de modestes ventes vers la Californie, car cet État américain cherche à augmenter sa production d'électricité alors qu'une sécheresse prolongée abaisse les niveaux d'eau des barrages.

Les gains des cours et des volumes dynamiseront les ventes à l'ensemble des sous-secteurs agricoles et porteront la croissance des exportations à 7 % cette année et de 1 % en 2016. Les récoltes spéciales, le blé et les céréales contribueront de façon générale à la progression des exportations, tandis que le récent cas de vache folle pourrait réduire les expéditions potentielles de bétail et de bœuf puisque six pays ont interdit ou limité l'importation de ces produits du Canada. Toutefois, au moment de la rédaction de ce document, le marché américain n'avait pris aucune mesure de ce genre, limitant ainsi l'impact de ces interdictions ou limitations. Le secteur des produits chimiques et des plastiques inscrira des gains à l'exportation cette année et l'an prochain, à la faveur de la poursuite de la reprise américaine. Cette prévision vaut aussi pour les ventes de machinerie et d'équipement. Les ventes de pétrole et de gaz naturel ainsi que de matériel minier resteront inférieures à la normale.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
338,2 G CAD

Exportations/PIB
32,5 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
89,7 G CAD

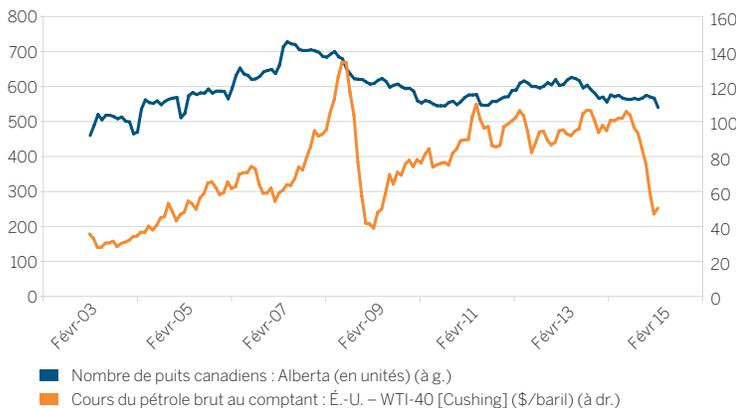
Principales destinations des exportations
États-Unis 90,2 %
Chine 2,4 %
Japon 1,4 %
Mexique 0,8 %
Corée du Sud 0,4 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 6,0 %
2009 : 10,0 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 57,7 %
Diversification régionale : 81,6 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 21 : Nombre de puits en Alberta par rapport au cours du WTI



Source : Haver Analytics

Tableau 26 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD 2014	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2014	2014	2014	2015 (p)
Énergie	92 251	76,0	20,3	-25	27
Agroalimentaire	9 602	7,9	11,4	7	1
Produits chimiques/plastiques	8 025	6,6	16,0	5	3
M-É industriels	3 629	3,0	9,0	10	5
Autres	7 941	6,5	6,1	10	4
Total	121 449	100,0	17,9	-17	19
Total des exportations non énergétiques	29 197	24,0	10,8	8	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

4.10 Colombie-Britannique

La diversification des exportations a mis la province à l'abri de la dégringolade des cours énergétiques. Ce faisant, la Colombie-Britannique devrait enregistrer une croissance à l'export de 5 % en 2015. L'essor des exportations fera un léger bond de 6 % en 2016, car la remontée des cours du gaz naturel et l'intensification de l'activité du secteur des métaux compenseront le ralentissement de l'industrie forestière.

Un huard volant à plus basse altitude et le robuste essor du secteur américain du logement appuieront l'ascension continue des exportations forestières de la province en 2015. Selon les Services économiques d'EDC, le nombre de mises en chantier aux États-Unis atteindra 1,35 million d'unités cette année et 1,55 million d'unités en 2016. Ce dynamisme, conjugué aux retombées considérables d'un dollar canadien moins élevé, portera à 9 % la croissance des exportations forestières. Les retombées de l'infestation du dendroctone du pin ponderosa commençant à peser sur l'activité de la partie continentale la province, l'offre de fibre devrait décliner en 2016. La stabilisation du huard et une demande déprimée en provenance du marché chinois – les grumes et le bois d'œuvre bon marché de la Russie rognant des parts de marché au Canada – ramèneront la croissance à l'export à 4 % en 2016.

L'activité du secteur minier de la province a marqué le pas par rapport à sa croissance dans les deux chiffres de l'an dernier. Toutefois, l'ouverture de nouvelles mines et la mise en service d'installations de traitement et de production des minéraux contribueront à un essor des exportations du secteur des métaux et des minerais de 7 % en 2015 et de 8 % en 2016, et ce, malgré le tassement des cours mondiaux. La production à la mine de cuivre et d'or du mont Milligan atteindra sa capacité maximale en 2015. Après avoir reporté son ouverture, la mine Red Chris a produit ses premiers concentrés de cuivre en février dernier. Rio Tinto Alcan modernisera de son aluminerie à Kitimat au coût de 4,8 milliards de dollars américains. La production devrait débuter au second semestre de 2015 avant de tourner à plein régime en 2016.

Dans l'ensemble, les exportations énergétiques de la Colombie-Britannique devraient céder 8 % en 2015, puis se redresser pour inscrire une croissance de 9 % en 2016. Cette évolution s'explique surtout par le recul des cours du gaz naturel en Amérique du Nord alors même que la production et les stocks demeurent élevés aux États-Unis. Cependant, le volume des exportations de gaz naturel et d'électricité à destination du marché américain connaîtra une évolution positive. De fait, la persistance de la sécheresse limitera la capacité de génération d'hydroélectricité dans l'Ouest américain. En 2016, la remontée des cours participera à la bonne tenue des exportations énergétiques de la Colombie-Britannique.

La croissance des exportations agroalimentaires devraient grimper de 10 % en 2015 grâce à l'élan imprimé par un dollar canadien moins élevé.

STATISTIQUES PROVINCIALES



PIB
229,7 G CAD

Exportations/PIB
21,7 %

Total des exportateurs canadiens
38 855

Balance commerciale
(6,9) G CAD

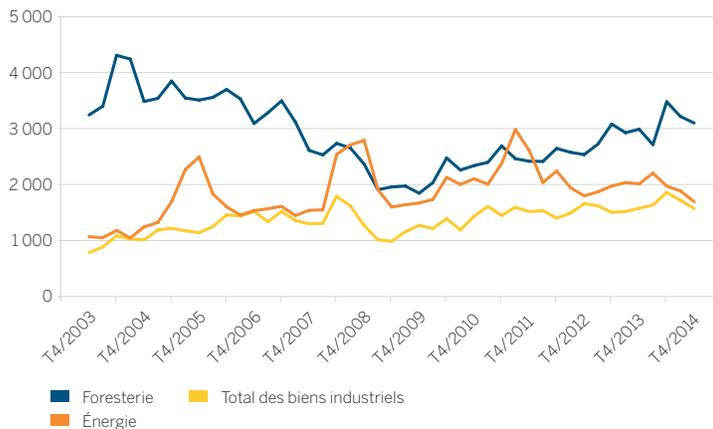
Principales destinations des exportations
États-Unis 50,6 %
Chine 17,7 %
Japon 10,3 %
Corée du Sud 5,8 %
Taïwan 1,5 %

Part des exportations vers les marchés émergents
2014 : 25,3 %
2009 : 17,6 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 19,8 %
Diversification régionale : 31,0 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 22 : Principaux secteurs à l'exportation



Source : Statistique Canada

Tableau 27 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

PRINCIPAUX SECTEURS	M CAD	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)		
		2014	2014	2014	2015 (p)	2016 (p)
Foresterie	12 321	34,7	6,3	9	4	
Énergie	7 876	22,2	-2,3	-8	9	
Métaux, minerais et autres produits industriels	5 908	16,6	10,4	7	8	
Agroalimentaire	3 272	9,2	11,2	10	1	
Autres	6 132	17,3	11,9	12	5	
Total	35 509	100,0	6,2	5	6	
Total des exportations non énergétiques	27 633	77,8	8,9	9	5	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Aperçus des risques pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

Moniteur des Exportations

Il s'agit d'une publication mensuelle qui surveille les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique. Il évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

Suivi des produits de base

Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

Propos de la semaine par Peter G. Hall

Brefs commentaires sur le dossier économique chaud de la semaine

Analyse trimestrielle des risques pays

La publication électronique Analyse trimestrielle des risques pays s'adresse aux entreprises canadiennes désireuses d'explorer des marchés très porteurs. Elle présente des renseignements d'intérêt qui éclairent la prise de décisions commerciales et d'investissement dans plus d'une centaine de pays. Alliant descriptifs et éléments visuels, le document offre au lecteur – notamment au moyen d'observations pertinentes à propos des antécédents de paiement et des facteurs influant sur les risques – un portrait des risques et des occasions qui se présentent à quiconque fait affaire en Europe, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et dans les Amériques.

L'Analyse trimestrielle des risques pays est publiée en janvier, en avril, en juillet et en octobre.

Marchés financiers mondiaux

La publication hebdomadaire Marchés financiers mondiaux est une source incontournable d'information financière et macroéconomique à propos des marchés développés et émergents. On y présente les taux de change, les indices boursiers et les écarts sur les obligations publiques pour plus d'une cinquantaine de pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe émergente, ainsi que d'autres grands indicateurs de la vulnérabilité extérieure. Les graphiques et les tableaux ayant trait aux États-Unis, à l'Europe et au Japon donnent des renseignements sur la situation de solvabilité et sur les marchés financiers. Marchés financiers mondiaux est publié sur une base hebdomadaire.

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures.

Vérifiez la situation actuelle auprès des **Services économiques d'EDC**.

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2015. Tous droits réservés.